

2017 - 2020

# PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

JAN. 2018



CAMEROUN

POPULATION  
TOTALE

25<sub>M</sub>

PERSONNES DANS  
LE BESOIN

3,3<sub>M</sub>

PERSONNES  
CIBLÉES

1,3<sub>M</sub>

BUDGET  
(US\$)

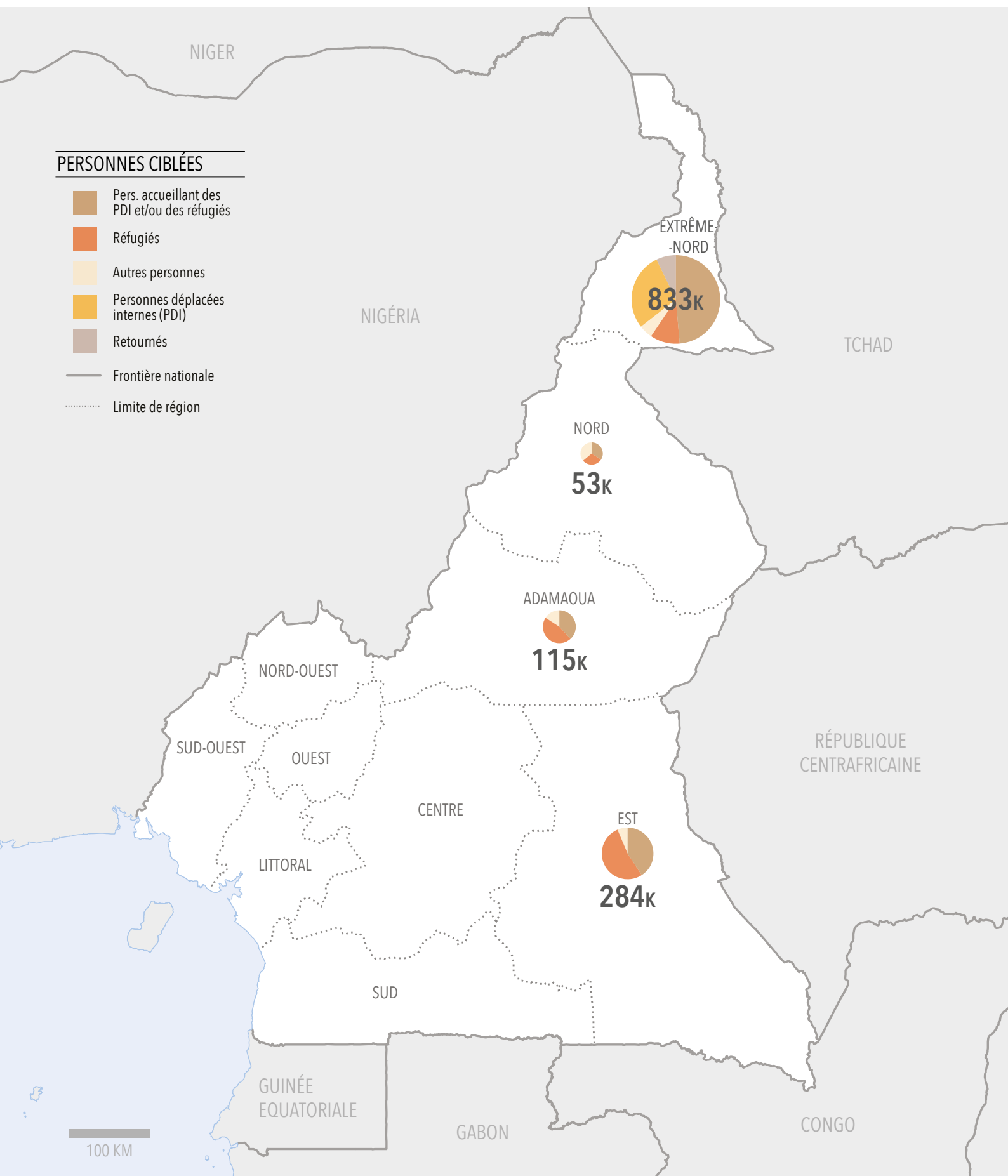
305<sub>M</sub>

# DE PARTENAIRES  
HUMANITAIRES

43

### PERSONNES CIBLÉES

-  Pers. accueillant des PDI et/ou des réfugiés
-  Réfugiés
-  Autres personnes
-  Personnes déplacées internes (PDI)
-  Retournés
-  Frontière nationale
-  Limite de région



# TABLE DES MATIÈRES

## PARTIE I : STRATÉGIE DU PAYS

Préface du Coordonnateur Humanitaire .....	4
Le Plan de réponse humanitaire en un coup d'oeil .....	5
Aperçu de la crise .....	6
Objectifs stratégiques .....	8
Stratégie de la réponse .....	9
Capacité opérationnelle .....	12
Accès humanitaire .....	13
Suivi de la réponse .....	15
Résumé des besoins, cibles et budgets .....	16

## PARTIE II : PLANS DE RÉPONSE OPÉRATIONNELS

Abris et NFI .....	18
Eau, hygiène et assainissement .....	19
Education .....	20
Nutrition .....	21
Protection .....	22
Protection de l'enfance .....	23
Violences basées sur le genre .....	24
Relèvement précoce .....	25
Santé .....	26
Sécurité alimentaire .....	27
Coordination .....	28
Plan de réponse multisectorielle aux non réfugiés .....	29
Plan de réponse pour les réfugiés centrafricains .....	31
Plan de réponse pour les réfugiés nigériens .....	33
Notes de fin .....	35

## PARTIE III : ANNEXES

Objectifs, indicateurs & cibles .....	38
Organisations participantes & financements requis .....	41
Chiffres de planification : personnes dans le besoin et ciblées .....	42
Guide du donateur .....	46
Et si ? ... on n'apporte pas de réponse .....	47



## PRÉFACE PAR

LE COORDONNATEUR  
HUMANITAIRE

J'ai le privilège d'introduire le Plan de réponse humanitaire pour le Cameroun mis à jour pour 2018. L'année dernière, le Gouvernement et la communauté humanitaire ont adopté, pour la première fois, un plan de réponse pluriannuel couvrant la période 2017-2020 en s'alignant au nouveau cycle UNDAF (2018-2020). Dans notre contexte de crise humanitaire prolongée, ce choix procédait de la volonté d'impliquer davantage les partenaires de développement dans la réduction des vulnérabilités et des risques à la base des besoins humanitaires, afin de sauver plus de vies et d'améliorer la résilience des populations.

Le Cameroun reste en effet confronté à une triple crise humanitaire, complexe et sans précédent. L'analyse des besoins humanitaires a révélé que le nombre de personnes nécessitant une aide d'urgence a augmenté de 14% depuis 2017 et atteint 3,3 millions, y compris 331 000 réfugiés et 236 000 déplacés internes<sup>1</sup>.

Après des espoirs de stabilisation en 2016, la résurgence des violences contre la population civile en République centrafricaine a continué de pousser des familles vers les régions de l'est du Cameroun. Le Cameroun reste le premier pays d'accueil des réfugiés centrafricains avec 237 000 personnes<sup>2</sup>. Cet afflux génère une pression importante sur les ressources naturelles et les services sociaux de base des zones d'accueil, accentuant les vulnérabilités préexistantes des communautés hôtes.

En même temps, l'intensification des attaques de Boko Haram dans le nord-est du Nigéria et à l'Extrême-Nord du Cameroun oblige des milliers de personnes, Nigériens et Camerounais, à fuir les violences pour se réfugier, pour la plupart, chez des familles d'accueil elles-mêmes déjà en situation très précaire. Les déplacements internes ont augmenté à un rythme alarmant atteignant 236 000 personnes fin 2017<sup>3</sup>. Beaucoup de familles ont perdu des proches, des biens, leur maison, etc. Certains ont été enlevés ou recrutés de force par les groupes armés. Des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants sont traumatisés et ont fait l'objet d'abus et de violences dans un contexte d'insécurité.

En 2017, l'épuisement éprouvé lors de leur déplacement, l'insuffisance de l'assistance humanitaire, l'amélioration de la sécurité dans certaines zones et la recherche de conditions de vie meilleures ont poussé 59 000 Camerounais déplacés à rentrer chez eux<sup>3</sup>. Revenus dans des localités détruites par le conflit et où l'insécurité perdure, ces retournés ont des besoins considérables d'assistance alimentaire, d'argent, d'accès à l'eau et aux services sociaux de base.

Parallèlement, le pays doit faire face à une grave crise alimentaire et nutritionnelle. À ce jour, 2,6 millions de personnes ont besoin d'une assistance d'urgence en sécurité alimentaire, dont plus de 1,5 million d'enfants<sup>4</sup>. Les enfants sont aussi les plus touchés par la malnutrition. Plus de 150 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de la malnutrition aiguë dont 45 000 dans sa forme sévère<sup>5</sup>. Selon le secteur Nutrition, un enfant sur deux atteint de malnutrition aiguë sévère vit à l'Extrême Nord.

L'ampleur de cette crise et ses répercussions sur la vie des personnes les plus vulnérables nécessitent une mobilisation multisectorielle

pour couvrir les besoins essentiels en matière de protection, de santé, d'abris, d'éducation, d'eau et d'assainissement, etc. Nous sommes convaincus que la complexité de cette crise humanitaire et ses effets nécessitent une réponse pluridimensionnelle comprenant des préoccupations humanitaires, de résilience et de développement.

Afin de mettre en œuvre la Nouvelle Manière de Travailler (*New Way of Working*), en 2018, l'Equipe Humanitaire Pays renforcera sa collaboration avec les partenaires au développement. Ensemble, nous définirons des Résultats Collectifs, dont nous serons tous redevables et auxquels chacun contribuera en fonction de son avantage comparatif. Cette synergie d'action nous permettra d'accompagner efficacement le Gouvernement du Cameroun dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable. Pour y parvenir, nous améliorerons également l'implication des répondants locaux et renforcerons leurs capacités. Qu'il s'agisse d'ONG nationales ou d'autorités locales, ils possèdent une connaissance du terrain considérable et sont souvent présents dans des zones autrement inaccessibles. Nous devons capitaliser sur ces avantages comparatifs pour améliorer la qualité et la pérennité de notre action.

Le Plan de réponse pluriannuel pour le Cameroun a été mis à jour pour refléter les engagements transversaux et tenir compte des nouveaux besoins humanitaires évalués dans l'*Aperçu des besoins humanitaires*<sup>6</sup> ainsi que des capacités d'intervention existantes. Ainsi, 1,3 million de personnes ont été ciblées dans les quatre régions prioritaires que sont l'Adamaoua, l'Est, l'Extrême-Nord et le Nord pour un budget requis de 304,5 millions USD. Cette demande financière globale inclut 49 millions de dollars réservés à l'assistance monétaire. L'efficacité de la réponse Cash, et sa participation à la restauration de la dignité des personnes et à la vitalité des marchés, doit en faire la modalité privilégiée par tous les acteurs, quand les conditions le permettent et conformément à l'adoption de l'approche *Why Not Cash?* par l'Equipe Humanitaire Pays.

Je lance un appel pour une augmentation de notre capacité opérationnelle dans les quatre régions prioritaires et principalement dans l'Extrême-Nord, notamment dans les départements frontaliers du Logone-et-Chari et du Mayo-Sava. Dans ces zones rendues difficiles d'accès en raison de l'insécurité, notre présence est insuffisante pour faire face aux besoins des milliers de déplacés et des communautés hôtes.

Au nom de la communauté humanitaire du Cameroun, je saisis cette opportunité pour exprimer toute ma reconnaissance aux donateurs qui nous ont toujours accompagnés dans le financement du Plan de réponse ainsi qu'au Gouvernement aux niveaux central et local pour l'appui apporté aux équipes humanitaires dans l'exercice de leurs activités. La mobilisation des années précédentes a sauvé des vies et a préservé la dignité de centaines de milliers de personnes. Je les encourage à continuer de soutenir cet appui pour les personnes vulnérables. A la communauté humanitaire du Cameroun, recevez mes encouragements pour vos efforts et votre abnégation.

**Allegra Baiocchi**  
Coordonnateur Humanitaire

## LE PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

## EN UN COUP D'OEIL

## OBJECTIF STRATÉGIQUE 1



Fournir aux personnes, en situation d'urgence, une assistance coordonnée, innovante, intégrée et adaptée à leurs besoins, nécessaire à leur survie.

## OBJECTIF STRATÉGIQUE 2



Défendre l'accès à la protection, conformément aux lois nationales et conventions internationales ; promouvoir et renforcer la redevabilité envers les populations affectées, dans le respect des principes humanitaires.

## OBJECTIF STRATÉGIQUE 3



Les programmations humanitaires et de développement sont fondées sur une collecte et une analyse de données sur les risques et vulnérabilités sensibles aux aspects genre et aux paramètres d'âges.

## OBJECTIF STRATÉGIQUE 4

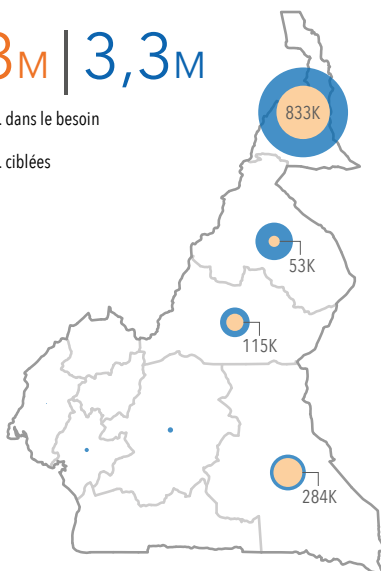


Renforcer les capacités de résilience des populations vulnérables, par groupe d'âge et de genre, et soutenir les acteurs nationaux à prévenir et faire face aux chocs.

PERSONNES CIBLÉES  
ET PERSONNES DANS LE BESOIN

1,3M | 3,3M

Pers. dans le besoin  
Pers. ciblées



## PERS. DANS LE BESOIN



3,3M

## PERSONNES CIBLÉES



1,3M

## BUDGET (US\$)

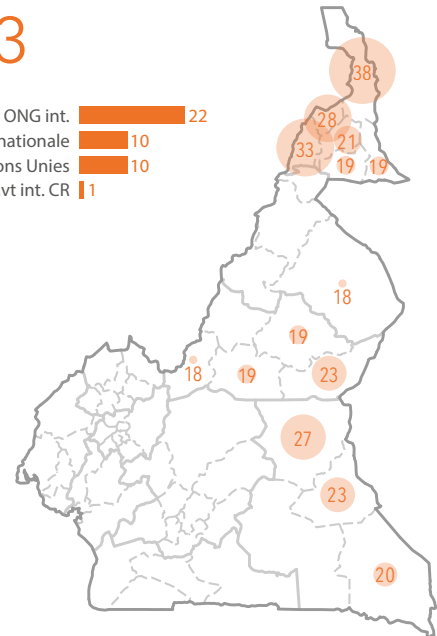


305M  
16% alloués aux transf. monétaires

NOMBRE DE PARTENAIRES PARTICIPANT  
AU PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

43

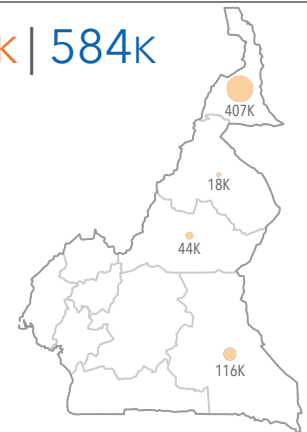
ONG int. 22  
ONG nationale 10  
Nations Unies 10  
Mvt int. CR 1

PERS. DÉPLACÉES INTERNES  
& RETOURNÉES

295K | 295K

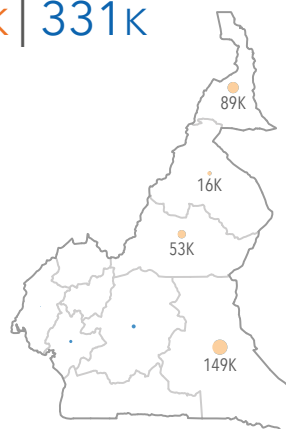
COMMUNAUTÉS HÔTES (PERS.  
ACCUEILLANT DES DÉPLACÉS)

584K | 584K

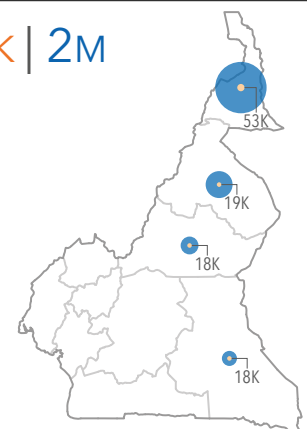


## RÉFUGIÉS

307K | 331K

AUTRES PERSONNES  
DANS LE BESOIN

109K | 2M



## APERÇU DE

## LA CRISE

Les populations du Cameroun souffrent des impacts d'une triple crise humanitaire avec des effets conjugués. Le conflit dans la région du bassin du lac Tchad a causé des déplacements massifs de réfugiés nigériens et de Camerounais à l'Extrême-Nord. Le conflit en République centrafricaine a déplacé des milliers de réfugiés dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord. La détérioration importante du contexte socioéconomique et sécuritaire a augmenté l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la vulnérabilité aux épidémies.

Les partenaires humanitaires estiment, qu'en 2018, 3,3 millions de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire dans au moins un secteur. 99% d'entre eux sont localisés dans quatre régions : l'Adamaoua, l'Est, l'Extrême-Nord et le Nord. Plus de la moitié sont des enfants et plus de 50% des femmes. Sur la base des capacités existantes, 1,3 million de personnes sont ciblées par ce plan de réponse, soit 40% des personnes dans le besoin. La protection, l'accès à l'eau, hygiène et l'assainissement, l'assistance en vivres et abris ainsi que les soins de santé font partie des besoins prioritaires pour l'ensemble de la population dans le besoin. Les enfants (896 000 filles et 915 000 garçons) représentent 56% du total et requièrent une assistance plus spécifique notamment dans le cadre de l'éducation et de la nutrition.

**L'insécurité et la violence au nord-est du Nigéria et à l'Extrême-Nord du Cameroun a généré le déplacement de milliers de personnes traumatisées dans des zones déjà fortement vulnérables**

Environ 89 000 réfugiés nigériens<sup>7</sup> ont fui la violence au

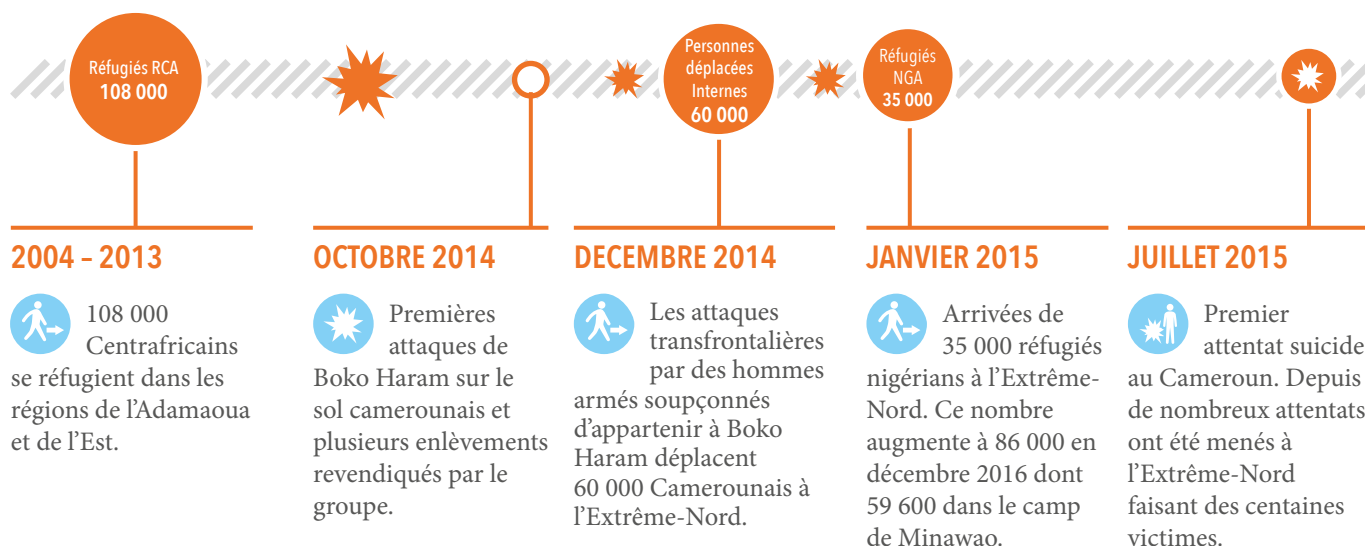
Nord-Est du Nigéria pour trouver refuge à l'Extrême-Nord du Cameroun. Le camp de Minawao accueille 59 000 réfugiés nigériens, ce qui est trois fois supérieur à sa capacité d'accueil initiale. Les infrastructures existantes sont insuffisantes pour répondre à la hausse des besoins.

De même, les raids transfrontaliers, les attentats-suicides perpétrés par des membres présumés du groupe Boko Haram et l'intensification des opérations militaires ont contraint plus de 236 000 Camerounais de l'Extrême-Nord<sup>3</sup> à abandonner leurs maisons, villages et moyens de subsistance. Parmi ces déplacés internes, 26 000 personnes ont quitté leur localité à cause des inondations. La majeure partie des personnes déplacées internes, ainsi que 30 000 réfugiés hors camps<sup>3</sup> ont trouvé refuge auprès des communautés hôtes<sup>1</sup>, qui partagent avec eux leurs ressources limitées.

Dans ce contexte, les populations civiles, surtout les femmes et les enfants, sont vulnérables aux atteintes graves à leurs droits, leur sécurité et leur bien-être psychosocial. Ceux qui

1. Se référer à la Méthodologie de l'Aperçu des besoins humanitaire 2018.

## CALENDRIER DES FAITS MARQUANTS



ont fui les violences ont été témoins de crimes brutaux et leur traumatisme est profond et généralisé. La réduction de l'espace d'asile pour les réfugiés ainsi que la reconduction forcée des ressortissants nigériens présents au Cameroun est une préoccupation majeure en matière de protection.

**Près de 2,6 millions de personnes souffrent directement de la détérioration du contexte socio-économique et sécuritaire ainsi que de la diminution de la sécurité alimentaire et de l'accès aux services de base**

L'insécurité alimentaire reste préoccupante en raison de l'insécurité grandissante et de la faible production agricole dans certaines régions due notamment aux aléas climatiques. Près de 2,3 millions de personnes sont en insécurité alimentaire dont plus de 180 000 sont au niveau d'urgence et nécessitent une aide alimentaire immédiate<sup>1</sup>. Près de 80% des personnes qui n'ont pas suffisamment de nourriture résident dans les régions de l'Adamaoua et de l'Extrême-Nord. Plus de 150 000 garçons et filles souffrent de malnutrition dans le pays, dont 44 700 sous sa forme sévère. De plus, le taux de malnutrition aiguë sévère dépasse encore le seuil d'alerte (1%) pour les régions Nord et Extrême Nord<sup>5</sup>.

L'accès aux services essentiels déjà précaire s'est détérioré dans les régions touchées par les conflits. A l'Extrême-Nord, seuls 14% de la population a accès à des infrastructures d'hygiène et d'assainissement adéquates<sup>8</sup> et 54% de la population n'a pas accès à une source d'eau. Plus de 90 écoles ne sont plus en

fonction à l'Extrême-Nord, laissant 45 000 enfants en besoin urgent d'éducation et de protection. Les centres de santé, dont l'accès et la qualité étaient déjà limités, sont de plus en plus sous pression en raison des déplacements et de l'afflux de blessés. Par ailleurs, neuf centres sanitaires ont cessé leurs activités en raison de l'insécurité. Un fait très préoccupant au regard des fréquentes et récentes épidémies telles que le choléra, la poliomyélite, le pian, la rougeole, ou la méningite.

**Le Cameroun est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés centrafricains<sup>2</sup>**

Depuis janvier 2014, plus de 188 000 personnes sont venues s'ajouter aux réfugiés présents dans le pays depuis 2004. Au total 237 000 réfugiés centrafricains résident au Cameroun, principalement dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua. Seul un tiers des réfugiés centrafricains (77 000 personnes) est hébergé dans l'un des sept sites aménagés. Les familles vivent majoritairement avec les communautés d'accueil dans les villages. Dans les deux cas, l'accès aux moyens de subsistance, à l'eau et aux services d'hygiène et d'assainissement reste limité. Cette pression accrue sur des ressources peu disponibles alimente les tensions entre réfugiés et communautés hôtes.

Une enquête sur les intentions de retour des réfugiés centrafricains indique que 70% des personnes interrogées souhaitent rester au Cameroun<sup>9</sup>. 16% des personnes favorables au retour considèrent partir dans un avenir proche tandis que les autres (59 000) souhaitent observer la situation avant de prendre une décision. Leur retour dépendra principalement de la stabilisation de la situation sécuritaire dans leur zone d'origine.

1. Notons que le nombre de personnes en insécurité alimentaire modérée ou sévère (2,3 millions), tel qu'évalué par la CFSVA 2017, constitue la plus grande partie des 2,6 millions de personnes dans le besoin d'une assistance alimentaire.



## OBJECTIFS

## STRATÉGIQUES

En 2018, la réponse humanitaire au Cameroun s'articulera autour des quatre objectifs stratégiques retenus pour la période 2017-2020 : sauver des vies et soulager la souffrance, améliorer la protection des civils, mieux recueillir et utiliser les données sur les risques et vulnérabilités pour soutenir une programmation conjointe harmonisée, et renforcer la résilience des populations vulnérables.



**1** Fournir aux personnes, en situation d'urgence, une assistance coordonnée, innovante, intégrée et adaptée à leurs besoins, nécessaire à leur survie.



**2** Défendre l'accès à la protection, conformément aux lois nationales et conventions internationales ; promouvoir et renforcer la redevabilité envers les populations affectées, dans le respect des principes humanitaires.



**3** Les programmations humanitaires et de développement sont fondées sur une collecte et une analyse de données sur les risques et vulnérabilités sensibles aux aspects genre et aux paramètres d'âges.



**4** Renforcer les capacités de résilience des populations vulnérables, par groupe d'âge et de genre, et soutenir les acteurs nationaux à prévenir et faire face aux chocs.

La réponse humanitaire au Cameroun a pour missions principales de sauver des vies, de protéger et de soulager la souffrance des populations les plus vulnérables, notamment les réfugiés, les déplacés internes, les retournés, les communautés hôtes et les autres personnes vulnérables souffrant d'insécurité alimentaire, de malnutrition aiguë et des épidémies.

Dès l'adoption du plan de réponse pluriannuel en 2016, l'Équipe humanitaire pays (HCT) a défini la crise comme une crise de protection et s'est engagée à renforcer sa réponse aux enjeux de protection en incluant un nouvel objectif stratégique dédié. Cet objectif engage l'ensemble des acteurs. L'adoption de la stratégie du HCT sur la centralité de la protection pour 2018 devrait permettre de prévenir et de répondre aux risques de protection les plus graves, en collaboration avec les autorités nationales. La protection doit ensuite être promue de manière transversale à travers les activités des différents groupes sectoriels et de l'Inter Secteur. Enfin, la protection et la redevabilité envers les

populations doivent être au cœur du travail de tous les acteurs humanitaires sur le terrain pour garantir une assistance de qualité respectueuse des principes humanitaires.

Le Plan de réponse humanitaire favorise une meilleure prise en compte du Genre dans les évaluations sur les besoins et les vulnérabilités, notamment par la collecte systématique de données ventilées par âge et par sexe. Grâce à des données plus fiables et une meilleure analyse, les acteurs humanitaires ciblent plus facilement les plus démunis et apportent une aide adaptée à leurs besoins spécifiques.

De plus, une compréhension améliorée et affinée des risques et vulnérabilités liés aux crises complexes que connaît le Cameroun permettra, à court et moyen termes, de renforcer la collaboration avec les acteurs de développement. A plus long terme, cette analyse conjointe de la situation posera les bases d'une programmation harmonisée permettant de répondre simultanément aux effets et aux causes.



## STRATÉGIE DE

## RÉPONSE

La communauté humanitaire au Cameroun vise, à travers ce plan, à collecter près de 304,5 millions USD afin de répondre aux besoins les plus urgents dans les 4 régions prioritaires. Ce plan cible 1,3 million de personnes – soit 40% des 3,3 millions de personnes dans le besoin – avec pour priorités de sauver des vies et de répondre aux besoins aigus et chroniques des populations les plus vulnérables.

### Ce plan considère les besoins humanitaires actuels et sera ajusté si nécessaire

Le contexte du Cameroun et des pays voisins ne permettant pas de faire des projections fiables sur le changement des besoins, cette stratégie de réponse ainsi que les ressources financières demandées pour sa mise en œuvre, se basent sur les besoins humanitaires tels qu'identifiés dans le document *Aperçu des besoins humanitaire* (HNO)<sup>6</sup>. Ainsi, ce plan ne considère pas les projections relatives aux mouvements de populations ou aux nouveaux besoins qui résulteraient de des épidémies, de catastrophes ou d'un conflit. Le cas échéant, ce plan et la demande financière seront ajustés en fonction des changements importants des besoins.

Par ailleurs, afin d'éviter un double comptage des besoins financiers pour la réponse, chaque secteur a identifié les activités relevant respectivement de la réponse humanitaire et de la réponse de développement. Cela a permis de définir ce qui est inclus dans le plan de réponse humanitaire ainsi que les éléments extérieurs reflétés dans d'autres stratégies ou plans d'assistance (développement, UNDAF, etc.).

Même si les objectifs et indicateurs de ce plan s'inscrivent dans une stratégie de quatre ans (2017- 2020), les projets et la demande financière relative sont limités à 2018 et seront mis à jour annuellement.

### Quatre régions concentrent 99% des populations dans le besoin du pays dont 40% sont ciblées par ce plan

La stratégie de réponse est limitée à quatre régions regroupant plus de 99% de l'ensemble des besoins humanitaires du Cameroun. Sur un total de 3,3 millions de personnes dans le besoin, ce plan cible 1,3 million de personnes soit 40% en prenant en compte la capacité de réponse des acteurs ainsi que l'accès physique et sécuritaire. Ces 3,3 millions de personnes dans le besoin, comprennent : 331 000 réfugiés (93% ciblés), 236 000 personnes déplacées internes (PDI) (100% ciblés), 59 000 retournés (100% ciblés), 584 000 personnes parmi les communautés hôtes (100% ciblés) accueillant des réfugiés ou PDI et 2 millions autres populations vulnérables (5% ciblés).

Parmi les 237 000 réfugiés centrafricains, 100 000 sont arrivés avant janvier 2015 et nécessitent une assistance focalisant sur

les mécanismes d'autonomisation. De l'autre côté, les 7 000 Centrafricains ayant trouvé refuge dans l'est du Cameroun en 2017 recevront une assistance d'urgence pour palier à la précarité extrême de leur situation présente, notamment en sécurité alimentaire et Abris/NFI<sup>10</sup>.

### La mixité de problématiques aiguës, structurelles et chroniques, nécessite une réponse d'urgence et qui traite les causes sous-jacentes des besoins

La stratégie de réponse vise essentiellement à sauver des vies et à soulager la souffrance des plus vulnérables à travers une assistance d'urgence. Toutefois, dans la mesure où le contexte humanitaire camerounais se compose d'une mixité de problématiques (aiguë, structurelle et chronique), cette stratégie vise aussi à traiter les causes sous-jacentes de la crise en contribuant à renforcer les capacités de résilience des populations et à diminuer les risques et vulnérabilités à la base de leurs besoins. Au niveau des projets, les priorités de la réponse se fondent sur les résultats de l'outil de comparaison (voir l'*Aperçu des besoins humanitaires*<sup>6</sup>) qui évalue la sévérité des besoins par secteur et zones géographiques (au niveau des départements). La réponse est alors priorisée sur le niveau de vulnérabilité et non sur le statut.

### La « Nouvelle manière de travailler »

Lors du premier Sommet humanitaire mondial en 2016, des agences des Nations Unies (FAO, OCHA, OIM, PNUD, OMS, PAM, UNICEF, UNFPA, UNHCR) et la Banque Mondiale se sont engagées à mettre en œuvre une Nouvelle manière de travailler, ou *New Way of Working*<sup>11</sup>. Une année plus tard, plus de cinquante structures à travers le monde ont adhéré à cette initiative.

Cette Nouvelle manière de travailler repose sur l'idée qu'une meilleure collaboration entre les parties prenantes (Gouvernement, humanitaires, partenaires de développement, société civile, banques multilatérales) est nécessaire pour atteindre les Objectifs de Développement Durable en priorisant les personnes les plus vulnérables (*Reaching the furthest behind first*). Seul ce travail conjoint peut permettre de répondre aux besoins les plus urgents tout en réduisant les facteurs de risques et de vulnérabilités à la source même de

ces besoins. La Nouvelle manière de travailler répond aussi à la volonté des principaux bailleurs, réunis au sein du Grand Partenariat, (*Grand Bargain*), d'améliorer le financement de l'aide et de renforcer le nexus humanitaire-développement.

Dans le contexte Camerounais, où s'entremêlent besoins humanitaires urgents et fragilités structurelles de long terme, l'adoption de cette nouvelle approche est une priorité. Pour cela, la communauté humanitaire s'est dotée d'un plan de réponse humanitaire pluriannuel (2017-2020) aligné sur le plan de développement des Nations Unies, l'UNDAF (2018-2020)<sup>12</sup>, lui-même ancré sur la temporalité du cadre stratégique gouvernemental, le DSCE (2010-2020)<sup>13</sup>. Plusieurs autres initiatives de rapprochement programmatiques ont depuis été engagées, telles que le processus de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCP/RPBA) conduit par la Banque mondiale, l'Union Européenne et les Nations Unies ; le mécanisme de financement concessionnel de l'Association Internationale de Développement (IDA) au Cameroun en tant que pays accueillant un grands nombres de réfugiés (IDA 2018) ; ou encore l'organisation de mini-ateliers sectoriels pour créer un lien entre les programmations humanitaires et de développement (bases des chapitres « Lien Humanitaires-Développement » des plans de réponse sectoriels dans ce document).

Dans les cas susmentionnés, la couverture géographique est centrée sur les quatre régions prioritaires que sont l'Adamaoua, l'Est, le Nord et l'Extrême-Nord et les cibles sont

les personnes vulnérables. En ce qui concerne la réponse aux réfugiés nigériens, la stratégie se base sur le plan de réponse régional pour les réfugiés nigériens (RRRP 2018<sup>14</sup>) coordonné par le HCR.

En 2018, la communauté humanitaire du Cameroun s'engage à aller plus loin en travaillant avec le Gouvernement et les partenaires de développement afin de construire une analyse conjointe de la situation. Sur la base d'une même compréhension des besoins, des risques et des vulnérabilités, nous pourrions alors développer une programmation harmonisée pour améliorer la complémentarité des activités d'urgence et de développement et maximiser l'impact des ressources disponibles. Cette programmation conjointe prendra la forme de 3 à 4 Résultats Collectifs (*Collective Outcomes*). Les résultats collectifs sont des objectifs concrets et mesurables de réduction des besoins, risques et vulnérabilités dont l'atteinte nécessite les efforts combinés de l'ensemble des acteurs humanitaires et de développement.

### Les questions transversales

La communauté humanitaire au Cameroun a priorisé quatre problématiques transversales à intégrer dans la réponse 2018.

Premièrement, **la protection des civils** reste une des priorités transversales et doit être renforcée en 2018, notamment pour la région de l'Extrême-Nord. Complémentaire à la stratégie nationale du secteur Protection au Cameroun, la stratégie

## LE CAMEROUN DANS LA CRISE DU BASSIN DU LAC TCHAD

Le Cameroun est, après le Nigéria, le deuxième pays du bassin du lac Tchad le plus affecté par la violence liée à Boko Haram en termes de nombre de personnes déplacées par le conflit et d'incidents de sécurité rapportés sur le territoire. Près de 236 000 Camerounais et 89 000 réfugiés nigériens ont dû fuir leur maison en quête de sécurité et de protection à l'Extrême-Nord. Le montant total pour la réponse aux besoins liés à la crise du bassin du lac Tchad côté Cameroun s'élève à 189 millions US\$ dont 62 millions pour la réponse aux réfugiés.

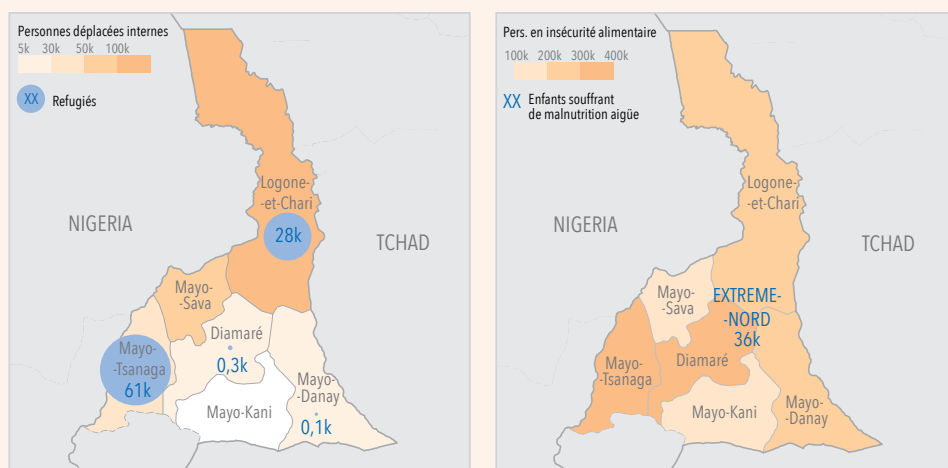
### PERS. DANS LE BESOIN



### PERSONNES CIBLÉES



### BUDGET (US\$)



Partie camerounaise du bassin du lac Tchad (région de l'Extrême-Nord)

sur la centralité de la protection de l'Equipe humanitaire pays pour 2018 soutiendra l'effort collectif de prévention et de réponse aux risques de protection les plus graves. En 2018, l'Equipe humanitaire pays vise aussi l'amélioration de la redevabilité envers les personnes affectées en renforçant la communication avec elles sur la stratégie, les activités et l'impact de la réponse.

La deuxième priorité transversale est **l'intégration du genre** à tous les niveaux de l'action humanitaire afin que les besoins des femmes, filles, hommes et garçons soient une priorité pour tous les acteurs et que chacun assure une participation et une distribution de l'aide équitable. Pour cela, l'Equipe humanitaire pays continuera de soutenir le travail du Réseau des Points Focaux Genre des secteurs, mis en place en 2017 au niveau central et décentralisé. De plus, ONU Femmes et les points focaux Genre continueront de fournir un appui technique et de renforcer les capacités ainsi que le leadership de l'ensemble des acteurs.

Troisièmement, toute la communauté humanitaire investira dans **la résilience des populations vulnérables**. En 2018, cet engagement se matérialisera notamment par une meilleure intégration des répondants locaux dans la réponse et par des actions de renforcement des capacités des autorités décentralisées.

La dernière question transversale au cœur de l'action humanitaire au Cameroun est **l'utilisation des transferts monétaires** comme modalité privilégiée de la réponse. En 2017, l'Equipe humanitaire pays a adopté l'approche *Why Not Cash?* afin d'accroître et de promouvoir l'usage des transferts monétaires, lorsque les conditions le permettent.

### Pourquoi pas le transfert monétaire ? (Why Not Cash?)

Lors du Sommet humanitaire mondial, et suivant les orientations des signataires du Grand Partenariat (*Grand Bargain*) sur l'amélioration du financement de l'aide d'urgence, la communauté internationale s'est engagée à accroître l'utilisation et la coordination de la modalité d'assistance basée sur les transferts monétaires. Cet appel fait suite à de nombreuses évaluations et analyses comparatives démontrant la valeur ajoutée de ce type de modalité par rapport aux approches traditionnelles. L'assistance à travers les transferts

monétaires favorise la fourniture d'une aide plus efficace, flexible et plus transparente du donateur aux bénéficiaires. Elle exige que les marchés locaux soient fonctionnels et stimule davantage les économies. Enfin, elle augmente le pouvoir d'achat des individus, tout en leur donnant le choix et en les responsabilisant, renforçant ainsi la dignité des bénéficiaires.

En fonction des besoins exprimés, la réponse à travers le cash revêtira plusieurs formes. Par exemple, le cash restrictif (coupon) sera utilisé lorsque l'objectif est de permettre aux bénéficiaires d'utiliser les ressources allouées pour résoudre un problème clairement spécifié. Le cash conditionnel, quant à lui, permettra de promouvoir la participation à des sessions de formation, des sensibilisations, ou des activités d'intérêts communautaires visant à renforcer les capacités de résilience des populations.

Mis en place depuis 2004 au Cameroun, les transferts monétaires ont connu une augmentation en 2013 avec la mise en œuvre du programme de filets sociaux financé par la Banque mondiale. Ils atteignent un record en 2017 avec les interventions d'un nombre croissant d'acteurs humanitaires. Un engagement clair a été pris au sein de la communauté humanitaire en faveur des programmes de transferts monétaires, avec la mise en place du groupe de travail Cash au niveau national en janvier 2017 et au niveau régional, à Maroua en mars 2017. En outre, l'élaboration du panier de dépenses minimum (MEB)<sup>15</sup> pour l'Extrême-Nord du Cameroun va favoriser une approche harmonisée de l'assistance à travers les transferts monétaires à usage multiple.

Dans le cadre de la réponse humanitaire au Cameroun en 2018, l'Equipe humanitaire pays a adopté l'approche de transfert monétaire par défaut, reconnaissant ainsi la valeur des approches de programmation basées sur les transferts monétaires, qu'il s'agisse d'un secteur unique ou multisectoriel. En 2018, le groupe de travail Cash renforcera sa collaboration avec l'ensemble des partenaires pour sensibiliser sur la modalité Cash, promouvoir cette modalité d'assistance et fournir un soutien technique aux acteurs envisageant le passage aux transferts monétaires.

## PANIER DE DÉPENSE MINIMUM (MEB)

Le panier des dépenses minimum est une estimation de la valeur monétaire nécessaire à un ménage pour répondre à ses besoins de base, en l'absence de revenu ou d'assistance humanitaire, que ce soit de manière permanente ou saisonnière.

Au Cameroun, le groupe de travail Cash a collaboré avec tous les secteurs afin de définir le panier de dépense minimum pour la région de l'Extrême-Nord, notamment grâce à une évaluation multisectorielle conjointe.

La valeur du panier de dépense minimum pour la région de l'Extrême-Nord, en zone rurale et situation de crise est estimé à 118 039 FCFA (environ 220 USD) mensuel par ménage de 7,5 personnes. Ce montant de base devra être adapté selon les bénéficiaires et révisé régulièrement en fonction de l'évolution de la situation (choc, capacité d'adaptation, prix sur les marchés, etc.).

## CAPACITÉ

## OPÉRATIONNELLE

La capacité opérationnelle s'est considérablement accrue depuis le début de la crise du bassin du lac Tchad, notamment dans la région de l'Extrême-Nord, qui compte à elle seule plus de 60% des besoins humanitaires du pays. Non seulement les agences des Nations Unies et les ONG déjà présentes ont augmenté leurs capacités en termes de personnel, mais d'autres organisations ont aussi ouvert des bureaux. Considérant les besoins importants de protection, il apparaît particulièrement urgent de renforcer notre présence dans ce secteur à l'Extrême-Nord et à l'Est.

A ce jour, 80 acteurs humanitaires, dont 12 agences UN, 31 ONGI, 32 ONG nationales ainsi que 5 du Mouvement Croix/Croissant Rouge soutiennent le Gouvernement du Cameroun dans le cadre de la réponse humanitaire.

Même si la présence des acteurs humanitaires s'est améliorée sur le terrain au cours de l'année 2017, la

## # DE PARTENAIRES HUMANITAIRES

80

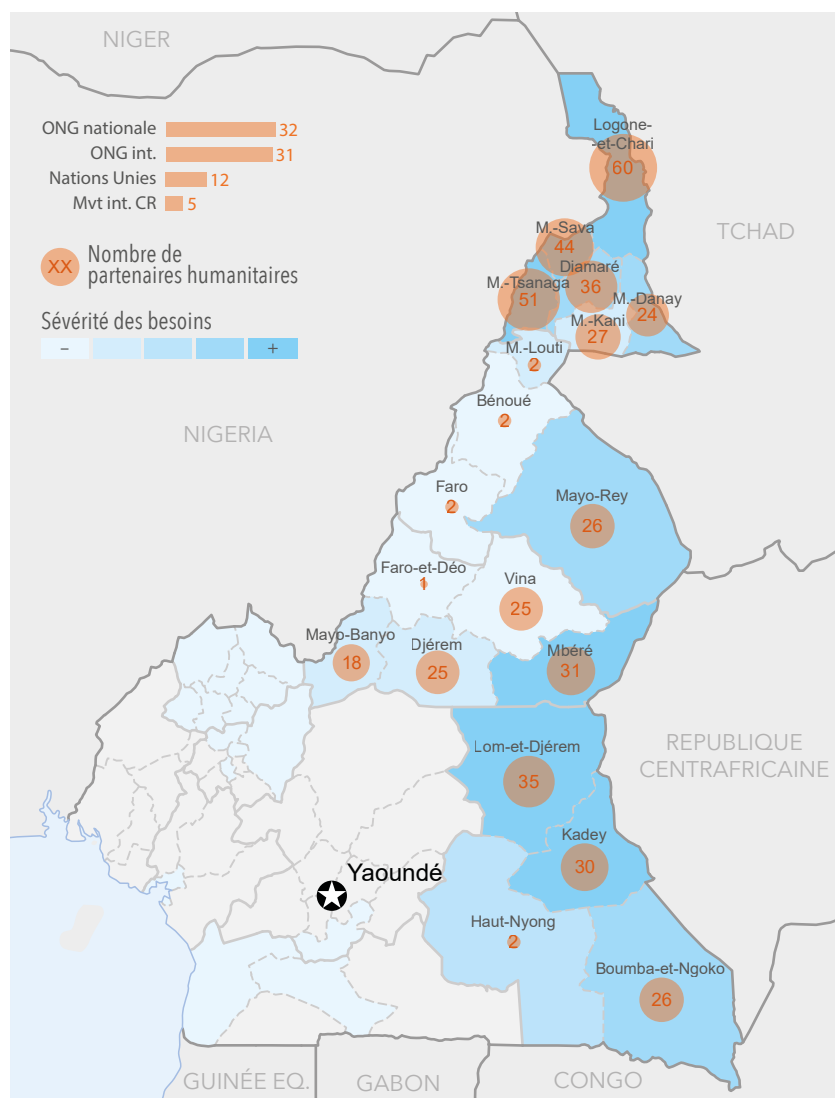
capacité opérationnelle doit être renforcée en 2018 afin de répondre à l'accroissement rapide des besoins.

Une nette évolution de l'implication des organisations nationales dans la réponse humanitaire est observable depuis 2015. Cette évolution est notamment visible à travers le nombre de projets présentés dans le cadre du HRP 2018. Sur 183 projets soumis, 180 sont mis en œuvre totalement ou de façon partielle par une organisation locale. En termes de financement, plus de 18% du budget total du plan, soit 56,3 millions USD, sera directement alloué à des partenaires nationaux.

Cette tendance, quoiqu'encore timide, s'inscrit dans la volonté globale d'augmenter la capacité des acteurs nationaux dans des contextes d'urgences complexes où ces derniers opèrent au plus près des populations.

## « LOCALISATION » DE L'ASSISTANCE

La « localisation » de l'assistance désigne la nécessité de replacer les intervenants locaux et nationaux au centre de la réponse humanitaire, qu'il s'agisse des autorités locales ou des organisations de la société civile. L'objectif est non seulement de fournir une assistance plus rapide, efficace et performante, mais également de renforcer la résilience des communautés affectées par la crise. Reconnaissant cet avantage comparatif, les principaux donateurs et les organisations humanitaires se sont engagés à fournir 25% du financement humanitaire mondial aux intervenants locaux et nationaux d'ici 2020 dans le cadre du Grand partenariat (*Grand Bargain*<sup>16</sup>) du Sommet humanitaire mondial en mai 2016





## ACCÈS

## HUMANITAIRE

Les défis de l'accès humanitaire se posent toujours surtout dans la région de l'Extrême-Nord et dans une moindre mesure dans l'Est et dans l'Adamaoua<sup>17</sup>. Les principales contraintes demeurent l'insécurité liée à l'activisme de Boko Haram et aux opérations militaires menées par les forces armées. L'état de délabrement avancé des axes principaux et secondaires restent un souci majeur, surtout en saison des pluies où les routes deviennent totalement impraticables.

A l'Extrême-Nord, le principal obstacle à l'accès humanitaire demeure l'insécurité générée par l'activisme du groupe Boko Haram. A ce jour, aucun incident ciblant les acteurs humanitaires n'a été enregistré, la majorité des attaques visant les forces armées et les populations civiles. Les analyses sécuritaires témoignent d'une nette augmentation des attaques suicides en 2017, avec plus de 60 cas enregistrés contre une trentaine en 2016<sup>18</sup>. Il faut également noter un nombre croissant d'attaques armées et d'incursions attribuées au groupe Boko Haram dans les zones frontalières avec le Nigéria, cela même en saison des pluies (août-octobre). Il s'agit d'une situation nouvelle comparé à 2016 et qui suscite des inquiétudes quant à la capacité de nuisance du groupe et à sa mobilité.

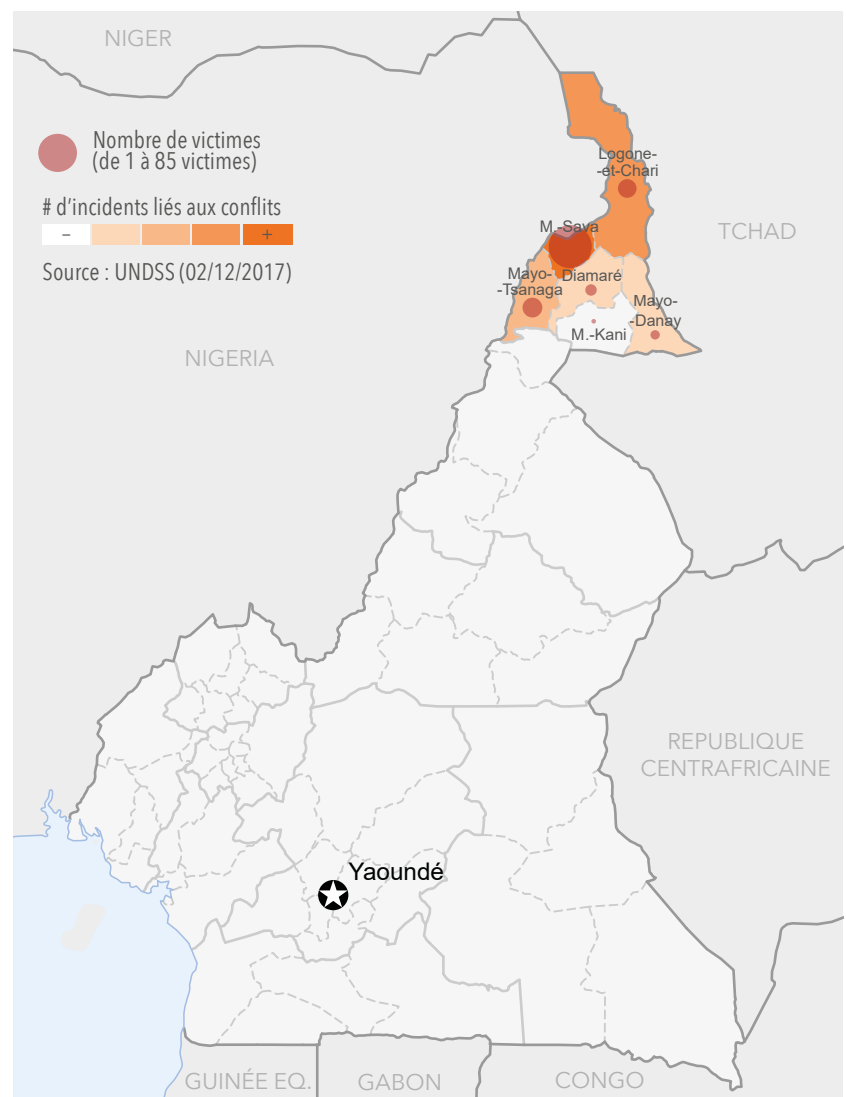
Cependant, même si la fréquence de ces incidents a augmenté au début de l'année 2017 et pendant la saison pluvieuse dans le Mayo-Sava notamment, ils semblent être de plus en plus contenus par les forces de défense et de sécurité, les pertes en vies humaines ayant été fortement limitées par la réaction rapide des unités de défense. Les acteurs humanitaires ont également été épargnés, la plupart des attaques se déroulant soit tôt le matin ou tard dans la nuit, en dehors des heures d'opération des acteurs humanitaires.

L'amélioration de l'accès des acteurs humanitaires aux zones à risques est en grande partie liée au mécanisme d'échanges d'informations au sein de la plateforme de coordination civilo-militaire (CMCoord), réunissant mensuellement les agences du système des Nations Unies, les ONG nationales et internationales ainsi que les forces de défense et de sécurité locales. Dans un contexte où la stratégie CMCoord adoptée par l'Équipe humanitaire pays est celle de la

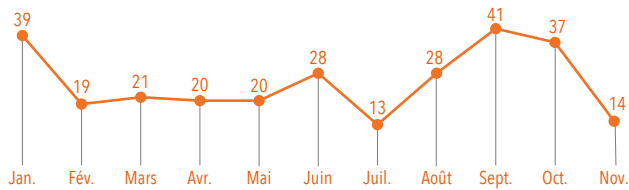
NOMBRE D'INCIDENTS  
DE SÉCURITÉ EN 2017

**283**

coexistence, le dialogue avec les forces de défense et de sécurité est essentiel afin de promouvoir un environnement propice aux interventions humanitaires et respectueux des principes humanitaires. Ce dialogue permet d'identifier les obstacles à l'accès humanitaire et de développer conjointement des mesures de mitigation telles que l'utilisation d'axes alternatifs, la suspension



## INCIDENTS RAPPORTÉS PAR MOIS



temporaire des activités ou, en derniers recours, l'utilisation d'escortes armées. Ces efforts de collaboration seront renforcés au cours de l'année 2018 notamment par la mise en place d'une stratégie d'accès orientée vers le plaidoyer qui impliquera les différents acteurs opérationnels et complètera la stratégie CMCoord en œuvre depuis 2016.

La vétusté des axes routiers principaux et secondaires demeure un défi majeur. Des projets de réhabilitation de l'axe principal reliant Maroua à Kousséri (RN1) sont prévus en 2018 et devraient faciliter l'accès des populations aux services de base et à l'assistance humanitaire. Les contraintes climatiques sont aussi des facteurs à prendre en compte lors de la programmation humanitaire. La saison des pluies, couplée à des axes routiers délabrés, créent de sérieuses contraintes principalement entre le mois d'août et d'octobre. Par exemple, l'arrondissement de Zina (Logone-et-Chari) fait face chaque année à des inondations importantes affectant les populations locales<sup>19</sup>. Elle reste coupée du reste de la région pendant de longs mois rendant difficile l'acheminement de l'aide humanitaire pendant la période pluvieuse.

Dans l'ensemble, la majorité des zones d'intervention sont accessibles grâce d'une part, à une amélioration sensible de la situation sécuritaire et, d'autre part, à la mise en place de mesures de mitigation, permettant aux acteurs humanitaires d'atteindre les populations affectées n'ayant pas

reçu d'assistance humanitaire depuis leur déplacement. En 2018, les activités devraient pouvoir se poursuivre avec la même ampleur, voire augmenter dans le cas où les conditions d'accès s'amélioreraient significativement surtout le long de la frontière avec le Nigéria dans le Mayo-Sava (Amchidé, Limani, Doulo, etc.) et dans le nord du département du Logone-et-Chari (Fotokol, Blagoua, Hilé-Aliafa, Darak, etc.).

En 2017, la volonté de certaines autorités de réorienter la mise en œuvre des programmes d'urgence et les blocages administratifs des organisations humanitaires ont fortement limité la capacité de réponse rapide des intervenants. C'est pourquoi, en 2018, les acteurs humanitaires renforceront leur stratégie de communication et de coordination avec les autorités locales afin d'améliorer l'accès aux zones les plus sensibles (sites de déplacés et de retournés) et d'instaurer un climat de confiance pour lever les barrières administratives auxquelles ils sont confrontés, tout en gardant leur indépendance opérationnelle. Grâce à la mise en place des mécanismes de coordination humanitaire dans le Logone-et-Chari en 2017, du cadre de concertation avec les autorités (à Yaoundé et à Maroua) et de la plateforme CMCoord (à Yaoundé) prévue en 2018, ces défis pourront être discutés au sein de forums appropriés et des solutions communes pourront être apportées.

Enfin, la communication envers les populations affectées s'avère être une priorité. Des cas isolés où le manque d'information sur les activités humanitaires et des rumeurs infondées ont poussé les populations bénéficiaires à bloquer les interventions des partenaires humanitaires ont mis en exergue la nécessité de renforcer la communication avec les communautés. Les efforts de sensibilisation, communication et engagement des communautés dans la programmation humanitaire seront décuplés en 2018 et appuyés par le développement d'une stratégie de communication.

## QU'EST-CE QUE LA COORDINATION CIVILO-MILITAIRE ?

La coordination civilo-militaire (CMCoord) est le dialogue et l'interaction indispensables entre les acteurs civils humanitaires et les forces de défense et de sécurité dans les situations d'urgence humanitaire. Elle permet de protéger et de promouvoir les principes humanitaires, d'éviter les rivalités, de réduire le plus possible les incompatibilités et, le cas échéant, de poursuivre des objectifs communs.

Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, les acteurs humanitaires opèrent sur le même terrain que des forces militaires, qu'il s'agisse de celles qui assurent la sécurité générale dans la région ou celles qui sont directement engagées dans les opérations contre Boko Haram comme la Force Multinationale Mixte (FMM) ou le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR).

Dans ce cadre, le HCT a décidé d'adopter une **stratégie de coexistence** afin de permettre aux acteurs humanitaires et militaires d'œuvrer dans cette même zone géographique en se gênant le moins possible dans leurs activités et d'aménager un lieu de discussion pour les sujets clés. Le Comité Permanent Interorganisations (IASC) considère

## COEXISTENCE

Les rivalités sont limitées et les tensions potentielles désarmées

## COORDINATION CIVILO-MILITAIRE

## COOPÉRATION

L'efficacité des efforts conjoints est améliorée car il existe un objectif commun

que cette stratégie de coexistence est appropriée lorsque « la coopération entre les deux catégories d'acteurs est inappropriée, inopportune ou impossible, ou lorsqu'elles n'ont pas d'objectif commun à poursuivre, elles peuvent se contenter d'opérer côte à côte »<sup>20</sup>. En fonction des contextes, les stratégies vont de la coexistence, comme au Cameroun, à la coopération.

Au Cameroun, la partie visible de cette coordination est l'utilisation des escortes armées, notamment par les agences du système des Nations Unies, pour accéder aux zones où l'insécurité demeure un défi. Cependant, les escortes armées, comme tout autre activité impliquant l'interaction visible avec les militaires, doivent être des options de dernier recours. Elles ne peuvent être utilisées uniquement lorsque qu'il n'existe pas d'alternatives civiles comparables et qu'elles permettent de répondre à un besoin humanitaire urgent et critique.

## SUIVI DE LA

## RÉPONSE

Afin de garantir un suivi efficace et régulier de la mise en œuvre de ce plan, l'Équipe humanitaire pays s'est engagée à utiliser le cadre de suivi de la réponse humanitaire pour assurer un suivi continu et transparent.

Le cadre de suivi de la réponse humanitaire identifie les éléments qui feront l'objet d'un suivi, la méthodologie à appliquer ainsi que la fréquence du suivi. Il définit les responsabilités en matière de suivi et d'analyse tout en établissant un calendrier pour la publication des rapports, dont ceux de suivi périodiques (*Periodic Monitoring Reports*) ainsi que les tableaux de bord humanitaires.

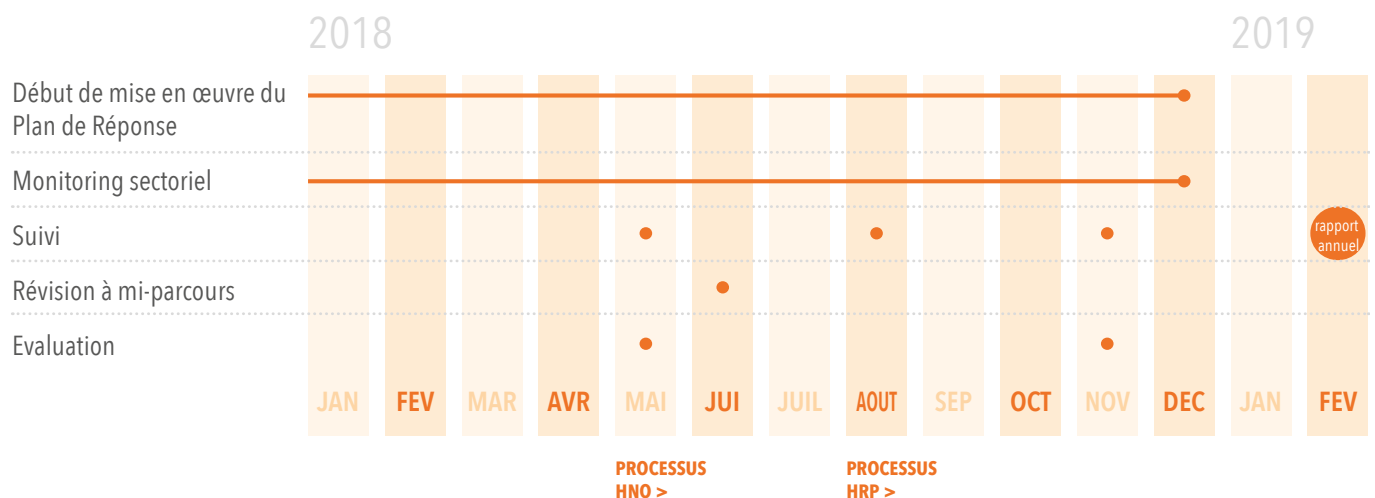
Tout en mettant à disposition du Coordinateur Humanitaire et de l'Équipe humanitaire pays une base solide de connaissances pour éclairer la prise de décision sur la manière de renforcer la réponse humanitaire, de pallier aux défaillances et, si nécessaire, de mettre à jour le Plan de Réponse 2018, ce cadre de suivi vise à renforcer la redevabilité de la communauté humanitaire à l'égard des populations touchées, des bailleurs de fonds et des partenaires locaux dans

le pays<sup>21</sup>. En 2018, le nouvel outil de rapportage en ligne RPM<sup>1</sup> soutiendra la collecte des données sur les réalisations en cours tout en minimisant la duplication des tâches de rapportage. L'outil permettra la production régulière de rapports de suivi des activités ainsi que des indicateurs de résultat sectoriels. Des rapports consolidés par semestre ainsi que des tableaux de bord humanitaires seront consolidés sur la base des données saisies sur la plateforme RPM par les coordonnateurs des secteurs.

Les ressources financières feront également l'objet d'un suivi sur la plateforme en ligne du service de surveillance financière (FTS)<sup>22</sup>.

1. Le système de rapportage en ligne RPM (Response Planning and Monitoring) est un outil de suivi des performances qui permet aux coordonnateurs des secteurs humanitaires de renseigner les progrès basés sur les activités définies lors du processus de planification de la réponse. La base de données a été conçue afin de faciliter le partage de l'information et de suivre la réponse des interventions humanitaires. Pour plus d'information sur RPM veuillez consulter: <https://plan.hpc.tools>.

## CALENDRIER DU CYCLE DE PROGRAMME HUMANITAIRE



## RÉSUMÉ DES

## BESOINS, CIBLES ET BUDGETS

## PERSONNES DANS LE BESOIN



Près de 99% des 3,3 millions de personnes dans le besoin sont concentrés dans 4 régions. Ce plan cible 1,3 million de personnes soit 40% des personnes dans le besoin en tenant compte de la capacité de réponse des acteurs, des possibilités d'accès physique et des conditions sécuritaires. 53% du budget total demandé pour ce plan est destiné à la réponse aux réfugiés.

**Extrême-Nord :** 64% de tous les besoins humanitaires du pays – soit 2,1 millions de personnes – sont concentrés dans cette région, y compris 236 000 personnes déplacés internes, 59 000 retournés (anciens PDI), 88 700 réfugiés nigériens, 406 700 populations hôtes et plus d'un million d'autres personnes vulnérables. 40% des besoins de la région – dont presque tous les réfugiés, PDI, retournés et hôtes – sont ciblés par ce plan.

**Nord :** 14% des besoins humanitaires du pays, ou 448 300 personnes – se trouvent dans la région du Nord, y compris

## PERSONNES CIBLÉES



16 200 réfugiés centrafricains, 18 400 populations hôtes et 413 700 autres personnes vulnérables. 12% des besoins de la région sont ciblés par ce plan, incluant l'ensemble des réfugiés et des personnes issues des communautés hôtes.

**Est :** 13% des besoins humanitaires du pays, ou 414 500 personnes – se trouvent dans la région de l'Est, y compris 149 300 réfugiés centrafricains, 115 900 populations hôtes et 149 300 populations vulnérables. 68% des besoins de la région sont ciblés, incluant tous les réfugiés et toutes les populations hôtes.

**Adamaoua :** 9% des besoins humanitaires du pays, ou 296 700 personnes, se trouvent dans cette région, y compris 51 300 réfugiés centrafricains, 43 500 populations hôtes et 200 600 autres populations vulnérables. 39% des besoins de la région sont ciblés par ce plan, incluant tous les réfugiés et populations hôtes.

## BUDGET (US\$)



	TOTAL		PAR STATUT		RÉPARTITION DES PERSONNES CIBLÉES						PAR SEXE & ÂGE		BUDGETS	
1. Eau, Hygiène et Assainissement 2. Multisecteur réfugiés centrafricains ou nigériens	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés nigériens	Réfugiés CAR < jan 14	Réfugiés CAR > jan 14	PDI	Retournés	Pers. accueillant des PDI / réfugiés	Autres pers. dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Refugiés	Total	
Séc. alim.	2,6M	651k	89K	8K	175K	66K	20K	184K	109K		59   37   4	37,9M	65,7M	
MS CAR²	415K	394k	-	42K	175K	-	-	178K	-	-	-	52,4M	52,4M	
Relèvement précoce	528K	333k	29K	19K	83K	118K	42K	43K	-		43   55   2	10,8M	31,4M	
MS NGA²	136K	134k	89K	-	-	-	-	45K	-	-	-	30,4M	30,4M	
Protection	1,34M	1,19m	89K	42K	175K	236K	59K	584K	-		59   38   3	4,6M	24,1M	
EHA¹	1,44M	799k	89K	18K	70K	207K	49K	300K	66K		61   35   4	7,1M	22,5M	
Nutrition	541K	280k	21K	8K	34K	41K	4K	107K	66K		93   7	5,8M	22,4M	
Éducation	549K	411k	48K	25K	105K	80K	17K	135K	-		95   5	5,0M	16,4M	
Santé	1,2M	1,19m	90K	42K	175K	236K	59K	583K	-		59   38   3	4,8M	13,1M	
MS non réfugiés	-	204k	-	-	-	102K	6K	96K	-		-	-	11,6M	
Coordination	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,4M	
Abris et NFI	876K	379k	90K	-	-	189K	48K	53K	-		66   31   3	2,8M	7,3M	
TOTAL**	3,26M	1,3M	90k	42k	175k	236k	59k	585k	109k	51%	60   37   3%	\$162M	\$305M	





\*Enfants (&lt;18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (&gt;59 ans)

\*\*Les totaux ne correspondent pas aux totaux par colonne puisque une même personne peut être ciblée par plusieurs secteurs



# PARTIE II : PLANS DE RÉPONSE OPÉRATIONNELS

-  Abris et NFI
-  Eau, hygiène et assainissement
-  Education
-  Nutrition
-  Protection
  -  Protection de l'enfance
  -  Violences basées sur le genre
-  Relèvement précoce
-  Santé
-  Sécurité alimentaire

-  Coordination
-  Plan de réponse multisectoriel aux non réfugiés
-  Plan de réponse pour les réfugiés centrafricains
-  Plan de réponse pour les réfugiés nigériens

## PERS. DANS LE BESOIN



## PERSONNES CIBLÉES



## BUDGET (US\$)



## # DE PARTENAIRES



## ABRIS OBJECTIF 1

**1** Des abris et infrastructures sont établis, améliorés et entretenus pour les populations dans le besoin.

## ABRIS OBJECTIF 2

**2** Les populations dans le besoin disposent d'articles domestiques de base, en quantités suffisantes.

## ABRIS ET NFI

## Plan de Réponse

Selon la DTM 9 et les statistiques du UNHCR (octobre 2017), l'Extrême-Nord abrite 89 000 réfugiés nigériens et 236 000 déplacés internes. Dans ce contexte de déplacements importants, les populations hôtes sont particulièrement vulnérables de par le partage de leurs ressources disponibles avec les nouveaux arrivants. Le secteur estime ainsi à 400 000 le nombre de personnes accueillant des déplacés internes ou réfugiés et dans le besoin d'assistance en Abris/NFI. Les besoins en abris et NFI représentent l'une des grandes préoccupations à laquelle font face toutes ces populations, déplacées ou non<sup>3</sup>.

Les objectifs ciblés par la stratégie du groupe sectoriel Abris/NFI de 2018 à 2020, visent à atteindre annuellement 80% des déplacés et retournés et près de 15% des populations hôtes.

L'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables concernées consiste pour le secteur Abris/NFI à faciliter l'accès à un abri adéquat pour chaque ménage ciblé et leur mettre à disposition des articles non alimentaires pour faire face à leurs besoins domestiques.

Les activités prioritaires répondant aux objectifs de la stratégie sont :

- La distribution des kits abris d'urgence et des kits NFI aux personnes dans le besoin
- Les sensibilisations et la promotion de l'auto-construction des abris transitionnels par les populations concernées
- Le renouvellement des kits abris et des kits NFI pour les anciens déplacés, réfugiés et retournés selon les besoins.

Pour une meilleure résilience des populations concernées, le secteur met en avant la promotion de l'auto construction des abris transitionnels pour les ménages en ayant la capacité ; fournit un appui en kit abris et un encadrement technique ; et promeut tant la distribution directe des NFI que le transfert monétaire restrictif pour les abris et NFI.

Concernant l'intégration de la protection dans les interventions, une approche communautaire à

travers les ONG nationales et les groupements de bénéficiaires est particulièrement encouragée.

Les membres du groupe sectoriel Abris/NFI sont sensibilisés à tenir compte des principes liés au genre, à la redevabilité, à la sécurité et la dignité, à l'accessibilité des populations au site de distribution et à la protection générale (do no harm) pour toutes les interventions en abris, en NFI et les transferts monétaires.

Le groupe sectoriel prône l'assistance de toutes les populations concernées par le déplacement (les réfugiés, déplacés, retournés et populations hôtes). Cette inclusivité et non-discrimination permettent de réduire les vulnérabilités dans toutes les couches sociales et les risques de conflit pouvant compromettre la coexistence pacifique entre ces personnes.

## Assistance monétaire

Le transfert monétaire a déjà été mis en place par plusieurs intervenants en Abris/NFI. Les conditions prérequis pour le transfert monétaire sont :

- La disponibilité d'un marché d'approvisionnement en NFI et kit abris
- L'accès des bénéficiaires au marché existant
- La disponibilité des fournisseurs pour accompagner le processus de transfert monétaire aux bénéficiaires
- La sécurité des marchés et du chemin de retour des bénéficiaires.

## Nexus humanitaire développement

L'implication des autorités locales et leur sensibilisation aux enjeux du secteur Abris/NFI sera la première étape d'une collaboration améliorée avec le gouvernement. Sur cette base de compréhension commune, le secteur pourra davantage s'engager avec le gouvernement, mais aussi les partenaires de développement, pour contribuer à la recherche de solutions durables pour les déplacés.



## RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueillant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	182K	235K	58K	400K	-	51%	61   35   4%
PERS. CIBLÉES	90K	189K	48K	53K	-	52%	66   31   3%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$2,8M	\$4,4M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

## CONTACT

**Pepe Sakouvogui**  
Coordonnateur du  
Secteur Abri/NFI  
sakouvo@unhcr.org

## PERS. DANS LE BESOIN



## PERSONNES CIBLÉES



## BUDGET (US\$)



## # DE PARTENAIRES



## EHA OBJECTIF 1

**1** L'accès des populations vulnérables en situation d'urgence aux services adéquats d'eau, d'hygiène et d'assainissement est amélioré.

## EHA OBJECTIF 2

**2** La réponse EHA intégrée, coordonnée et basée sur les évidences dans les situations de crises humanitaires est renforcée.

## EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT



## Analyse sectorielle

Dans les régions de l'Adamaoua, de l'Est, de l'Extrême-Nord et du Nord, 1,4 millions de personnes déplacées internes, retournées, réfugiées et populations hôtes ont besoin d'assistance en services Eau, Hygiène et Assainissement (EHA). Près de la moitié des personnes sont des femmes et 67% sont des enfants. Tenant compte du contexte, des capacités et des initiatives en cours, les acteurs du secteur ont mené une priorisation des besoins couplant le statut (réfugiés, déplacés, retournés) et la vulnérabilité des personnes (absence de point d'eau ou ratio 1 point d'eau/500 personnes non atteint).

Le Plan de réponse humanitaire du secteur EHA découlant de cette priorisation se limite aux communautés (y compris les écoles identifiées par le secteur éducation) abritant les personnes déplacées/réfugiées et aux familles des enfants malnutris (identifiées par le secteur Nutrition). La priorité sera donnée aux personnes déplacées vivant dans les abris de fortune, sites temporaires et sites de regroupement/recasement.

## Réponse sectorielle

La réponse consistera à assurer la disponibilité de services intégrés (Eau, Assainissement et Hygiène) sensibles au genre et assurant la protection des personnes selon les standards du secteur. Il s'agit de fournir aux populations ciblées des services d'eau potable (à travers la livraison d'eau, la construction et réhabilitation des points d'eau), des services d'hygiène (la fourniture de matériels et équipements d'hygiène y compris pour la gestion de l'hygiène menstruelle) et/ou d'assainissement (au travers de la construction de latrines dans les camps/sites). Un accent est accordé à la participation communautaire via le renforcement des connaissances et aptitudes en vue de l'adoption de bonnes pratiques. La planification de la réponse intègre les standards de développement dans le but de renforcer la résilience des communautés et des personnes ciblées.

Sur la base d'une juxtaposition des données des inventaires et cartographies des ouvrages

EHA, des évaluations et des enquêtes sur les mouvements de populations, et des standards sur les services, une liste de 521 villages prioritaires accueillant les déplacés/réfugiés a été produite et les besoins par village déterminés. Cet outil sera régulièrement mis à jour et servira d'outil principal à la planification de la réponse pour les déplacés, au suivi des opérations et à la coordination des acteurs.

## Assistance monétaire

Des initiatives pilotes en matière de transfert monétaires seront mises en œuvre ou poursuivies. Celles envisagées concernent la distribution de coupon aux familles vulnérables pour l'achat de l'eau ou des kits WASH. Une collaboration avec le Groupe de Travail CASH sera poursuivie pour le renforcement des connaissances des acteurs et l'extension du cash à d'autres interventions sectorielles.

## Nexus humanitaire développement

Le renforcement de la coordination sous le lead du Gouvernement se poursuivra à différents niveaux (national, régional et départemental) en regroupant les acteurs humanitaires et de développement pour une meilleure synergie. Les inventaires et cartographies des ouvrages en cours de réalisation par les acteurs de développement dans les régions de l'Est, du Nord et de l'Adamaoua seront couplés aux outils de suivi des mouvements de la population pour la mise à jour et le suivi de la situation dans le secteur EHA. Les acteurs humanitaires resteront parties prenantes dans le processus d'élaboration/finalisation et diffusion des nouvelles politiques (hygiène, eau, etc.), stratégies, outils et guides sectoriels (Assainissement Total Piloté par les Communautés) afin de s'assurer de la prise en compte des besoins des hommes et femmes affectés par les crises. Cette synergie entre humanitaire et développement sera poursuivie dans la mise en œuvre des plans de renforcement des capacités des acteurs du secteur eau, hygiène et assainissement à différents niveaux.

## RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET ÂGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & ÂGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueillant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	240K	236K	59K	584K	319K	51%	65   32   3%
PERS. CIBLÉES	177K	207K	49K	300K	66K	51%	61   35   4%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$7M	\$15,4M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

## CONTACT

**Hubert ONIBON**  
Spécialiste EHA

honibon@unicef.org

## PERS. DANS LE BESOIN



## PERSONNES CIBLÉES



## BUDGET (US\$)



## # DE PARTENAIRES



## ÉDUCATION OBJECTIF 1

**1** Améliorer l'accès à une éducation inclusive de qualité pour les enfants (garçons et filles) âgés de 3 à 17 ans affectés par les crises.

## ÉDUCATION OBJECTIF 2

**2** Améliorer les résultats/les acquis scolaires des enfants (garçons et filles) âgés de 3 à 17 ans affectés par les conflits.

## ÉDUCATION OBJECTIF 3

**3** Améliorer la prise en compte des données sur les risques et les vulnérabilités, désagrégée par âge et genre dans la programmation humanitaire et de développement.

## ÉDUCATION OBJECTIF 4

**4** Renforcer les capacités des communautés éducatives, notamment les enseignants, les parents d'élèves et les autorités locales pour assurer la continuation des services en éducation dans les zones affectées par les crises.

## ÉDUCATION

L'Adamaoua et l'Est accueillent environ 90 000 enfants réfugiés de la RCA d'âge scolaire (3-17 ans) depuis la crise de 2013. Il est estimé qu'entre 19 et 30% des enfants scolarisés dans les communautés d'accueil dans cette même région sont des réfugiés<sup>23</sup>. Dans l'Extrême-Nord, 49 000 réfugiés nigériens et 89 000 personnes déplacées internes sont en besoin d'assistance dans le secteur éducation. Des besoins qui s'ajoutent à ceux des enfants d'âge scolaire des communautés d'accueil.

La crise humanitaire a impacté le système éducatif de ces régions pour les enfants des communautés hôtes, des déplacés internes et des réfugiés. Les infrastructures existantes sont souvent surpeuplées (plus de 150 enfants par enseignant) et certains- des enseignants ne sont pas suffisamment outillés pour gérer soit des grands groupes, soit des classes multigrades.

## Stratégies/zones clés d'intervention

L'objectif principal du secteur est que « tous les enfants affectés par les crises humanitaires aient accès à une éducation préscolaire, primaire, secondaire (premier cycle) et non formelle de qualité qui leur offre une possibilité d'atteindre leur plein épanouissement ».

Les stratégies et activités suivantes seront déployées :

- Sensibilisation et mobilisation des communautés sur l'importance d'inscrire leurs enfants à l'école ;
- Appui à l'extension des capacités d'accueil des écoles hôtes pour l'absorption d'un plus grand nombre d'enfants (réfugiés, PDI et communautés hôtes) ;
- Acquisition et distribution de matériels d'enseignement et d'apprentissage ;
- Formation des enseignants en appui psycho-social et aux stratégies de réduction de risques de conflits/catastrophes ;
- Renforcement des capacités des inspecteurs et directeurs d'école à la supervision pédagogique et la formation continue des enseignants ;

- Coordination intersectorielle aux niveaux national et régional pour une réponse d'éducation effective ;
- Programme d'alimentation scolaire pour les enfants vulnérables des zones affectées par les crises humanitaires.

Le secteur travaillera avec les partenaires (niveau national et local) pour la mise en œuvre efficace du plan de réponse humanitaire et mettra également l'accent sur la sécurité de l'environnement scolaire à travers le plaidoyer pour l'initiative *Safe School* visant à protéger les écoles des attaques et de l'occupation par les forces de sécurité.

## Assistance monétaire

Dans le cadre de l'alimentation scolaire, le secteur prévoit l'utilisation des transferts monétaires dans la région de l'Extrême-Nord à travers les bons d'achat alimentaires en faveur des écoles soutenues situées dans les zones où les marchés sont fonctionnels. Par ailleurs, le secteur va explorer les possibilités et rechercher les meilleures pratiques qui pourront être contextualisées dans d'autres interventions pour les années à venir.

## Nexus Humanitaire Développement

Ce plan de réponse sectoriel est aligné au pilier 3 du plan-cadre d'Assistance au Développement des Nations Unies (UNDAF), intitulé « Education et formation professionnelle : Améliorer l'accès à une éducation et une formation professionnelle de qualité, en particulier pour les groupes vulnérables ». Dans le cadre humanitaire, le secteur se concentre certes sur l'éducation d'urgence pour les enfants affectés par la crise. Il est cependant important de collaborer avec les partenaires de développement dès le début, afin de s'assurer que les enfants rejoindront, à moyen terme, un système éducatif formel qui soit inclusif et de qualité.

De plus, le secteur une collaboration avec d'autres secteurs tels que la Protection de l'Enfance, la Santé, la Nutrition et l'Eau, Hygiène et l'Assainissement afin d'offrir aux enfants un environnement d'apprentissage convivial, sain et sécurisé.

## RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET ÂGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & ÂGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueillant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	185K	89k	22K	253K	-	52%	96   4   -%
PERS. CIBLÉES	178K	80K	17K	135K	-	51%	96   4   -%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$5M	\$11,3M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

## CONTACT

**Beatrice N. Wakimunu-Lélias**  
Chef de file Education

bwakimunulelias@  
unicef.org







## PERS. DANS LE BESOIN


**541<sub>K</sub>**

## PERSONNES CIBLÉES


**280<sub>K</sub>**

## BUDGET (US\$)


**22,4<sub>M</sub>**

## # DE PARTENAIRES


**11**

## NUTRITION OBJECTIF 1

**1** Améliorer l'accès aux programmes de prévention de la malnutrition et de contrôle des carences en micronutriments pour les populations les plus vulnérables (les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes).

## NUTRITION OBJECTIF 2

**2** Améliorer l'accès aux programmes de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë sévère (PCIMAS) à au moins 75% des populations vulnérables (enfants de moins de cinq ans, femmes enceintes et allaitantes).

## NUTRITION OBJECTIF 3

**3** Assurer une réponse nutritionnelle coordonnée et efficace en à toutes les populations dans le besoin.

## NUTRITION

Le plan stratégique propose de renforcer la réponse à toutes les priorités humanitaires afin de réduire la mortalité et la morbidité liées à la malnutrition aiguë et de protéger le statut nutritionnel des personnes les plus vulnérables, enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes et allaitantes, qui sont les plus à risque de tomber malade et de décéder.

## Plus d'1 enfant malnutri aigu sur 2 se retrouve dans la région Extrême-Nord

Au regard de l'analyse des besoins humanitaires, 4 régions prioritaires - l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua et l'Est- seront ciblées par le plan de réponse. L'Extrême-Nord constitue la zone la plus vulnérable avec un enfant malnutri aigu sur deux vivant dans la région.

Les stratégies mises en œuvre auront pour objectif de renforcer les capacités en matière de dépistage et de prise en charge de la malnutrition aiguë en ambulatoire et milieu hospitalier, pour les populations les plus vulnérables (enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes/allaitantes), avec un renforcement des stratégies à base communautaire. Dans ce contexte, les mécanismes de suivi-évaluation et d'approvisionnement sont renforcés pour assurer une réponse efficace.

Pour participer au relèvement de long terme des populations affectées, les acteurs mettront en œuvre une approche d'urgence accompagnée d'une approche de renforcement des systèmes afin d'améliorer la capacité de résilience des populations.

Les aspects en lien avec le renforcement des mesures de prévention de toutes les formes de malnutrition seront poursuivis pour éviter toute dégradation de l'état nutritionnel des enfants et FEFA. Ces stratégies s'articuleront autour des programmes d'alimentation de couverture (Blanket Supplementary Feeding Programme) et de promotion des pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence.

## Assurer une réponse de qualité dans un contexte de réduction de l'espace humanitaire

Les stratégies prennent en compte la problématique de restriction de l'accès à certaines populations particulièrement dans l'Extrême-Nord (PDI et population hôte), afin de promouvoir une couverture minimale continue.

Le plan de réponse prend également en compte la nécessité de mettre en place des synergies et des actions conjointes avec d'autres secteurs comme la santé, la sécurité alimentaire, l'EHA et la protection. Les interventions WASH in Nut au bénéfice des enfants malnutris aigus dans les structures de prise en charge et dans les communautés et ménages ayant des enfants malnutris admis dans les centres seront poursuivies.

Les mécanismes de coordination se concentreront sur l'analyse et la collecte de l'information pour faciliter l'identification et la priorisation des besoins tout en assurant l'identification des besoins non pris en charge et des duplications dans la réponse.

## Assistance Monétaire

Le plan de réponse du secteur n'intègre pas l'assistance monétaire en 2018. L'utilisation de la modalité Cash pour répondre aux besoins nutritionnels d'urgence nécessiterait d'autres analyses, notamment des besoins financiers et de la disponibilité des produits sur le marché, qui ne sont pas encore réalisées. En 2018, le secteur entend se rapprocher du Groupe de Travail Cash afin d'envisager la conduite de telles évaluations de faisabilité.

## Nexus Humanitaire Développement

Cette stratégie s'inscrit dans la stratégie sectorielle de santé du pays<sup>24</sup>; à savoir, « Garantir un accès équitable et universel aux services et soins de santé de base et aux soins spécialisés prioritaires de qualité, avec la pleine participation de la communauté et l'implication des autres secteurs apparentés ». Le renforcement des formations sanitaires permettra à terme de disposer d'un personnel qualifié et d'un plateau technique adapté pour la prise en charge continue des populations après le retrait des acteurs humanitaires.

21

## RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET ÂGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & ÂGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueillant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	66K	42K	4K	110K	319K	55%	92   8   -%
PERS. CIBLÉES	62K	41K	4K	107K	66K	55%	92   8   -%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$5,8M	\$16,6M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

## CONTACT

**Roger Sodjinou**  
 Chef section Nutrition  
 rsodjinou@unicef.org



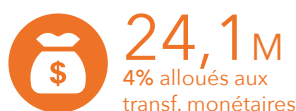
## PERS. DANS LE BESOIN



## PERSONNES CIBLÉES



## BUDGET (US\$)



## # DE PARTENAIRES



## PROTECTION OBJECTIF 1

**1** Améliorer la protection et le respect des droits fondamentaux des personnes affectées par la crise, en donnant une priorité aux groupes vulnérables, y compris les femmes et les enfants exposés aux risques de violence, d'abus, d'exploitation et de séparation familiale.

## PROTECTION OBJECTIF 2

**2** Renforcer les capacités des autorités camerounaises et des acteurs de la société civile en matière de protection des personnes affectées en vue de promouvoir le respect de leurs droits.

## PROTECTION OBJECTIF 3

**3** Réduire la vulnérabilité des populations affectées en facilitant un accès non discriminatoire à l'assistance et aux services de base et spécialisés et en renforçant les capacités de protection communautaire.

## PROTECTION

Le conflit en cours l'Extrême-Nord du Cameroun a pour corollaire de multiples attaques contre les populations civiles, des enlèvements et meurtres ainsi que la destruction et le vol de biens. La population de déplacés internes s'élève à environ 236 000 personnes<sup>3</sup>, comparée à 199 000 fin 2017. Les déplacés internes continuent de faire face à des conditions de vie précaires, à des risques de violences, à une liberté de circulation limitée et à un accès inadéquat aux services de base.

En même temps, l'augmentation du nombre de retournés nécessitera un soutien coordonné en faveur de ces personnes afin de les aider à atteindre une solution durable. En effet, les retournés sont confrontés à des risques et des vulnérabilités spécifiques en termes de protection, notamment liés à la documentation civile, à la privation de libertés et à l'accès équitable aux services sociaux de base et à la terre dans leur localité d'origine. Dans ce contexte, le secteur travaillera avec le gouvernement et les partenaires pour que ces spécificités soient dûment prises en compte dans le soutien et l'assistance apportés aux retournés.

En 2018, le secteur travaillera autour des axes suivants :

- Consolider les systèmes de monitoring de protection dans l'Extrême-Nord et renforcer les mécanismes de référencement et de prise en charge afin de permettre aux personnes affectées d'avoir accès aux services adaptés, avec un accent sur les enfants et les survivant(e)s de violences ;
- Renforcer les capacités des autorités administratives, militaires et traditionnelles sur la protection des personnes dans le besoin ;
- Améliorer l'accès à l'assistance juridique en développant la capacité des acteurs judiciaires et en renforçant un suivi de la situation de détention ;
- Assurer un plaidoyer régulier et actif auprès des autorités sur les questions de protection prioritaires ;
- Contribuer au renforcement de la protection communautaire en s'appuyant sur les capacités

d'autoprotection existantes ;

- Développer les capacités des structures étatiques en charge de la documentation, soutenir la mise en place d'un programme d'identification des personnes à risque d'apatridie et de documentation à coût réduit et assurer la sensibilisation des populations sur la question ;
- Accompagner le gouvernement et la communauté humanitaire dans le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de solutions durables ;
- Assurer une coordination prévisible et contribuer à la prise en compte de la protection transversale dans l'ensemble des interventions, notamment par des actions de sensibilisation et/ou de formation auprès d'autres secteurs.

## Assistance monétaire

Le secteur protection propose nombre de services non-monétisables (formation, monitoring, plaidoyer, sensibilisation). Toutefois, certaines assistances pourraient se faire sous forme monétaire, lorsque cela est approprié et après une analyse sous l'angle du principe « Ne pas nuire » afin d'évaluer l'opportunité de cette modalité d'assistance.

En 2018, le secteur travaillera avec le groupe de travail Cash pour s'assurer que les considérations de protection sont au cœur des interventions monétaires (mécanismes de plaintes et de feedbacks, prise en compte des besoins spécifiques, etc.)

## Nexus humanitaire développement

Le secteur travaillera à étendre la participation des acteurs de développement aux instances de coordination et renforcer la collaboration sur certaines thématiques clés qui se trouvent à la frontière entre l'humanitaire et le développement, notamment l'accès à la documentation d'identité et d'état civil, les services d'assistance juridique et le plaidoyer pour l'accès aux services sociaux de base.

Un aperçu des interventions de protection en faveur des réfugiés est disponible dans le chapitre sur la réponse aux réfugiés du présent document et dans le RRRP pour les réfugiés nigériens<sup>14</sup>.

## RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueillant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	331K	236K	59K	584K	126K	52%	60   37   3%
PERS. CIBLÉES	305K	236K	59K	584K	-	51%	59   38   3%
BESOINS BUDGÉTAIRES	4,6M	19,4M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

## CONTACT

**Roseline Okoro**  
Représentante  
Adjointe,  
UNHCR

okoro@unhcr.org

## PERS. DANS LE BESOIN\*



## PERSONNES CIBLÉES\*



## SOUS-SECTEUR

## PROTECTION DE L'ENFANCE

Suite à la recrudescence des attaques dans la région de l'Extrême-Nord en 2017 et à l'augmentation des déplacements de populations, les enfants et adolescents sont particulièrement affectés. La détresse psychosociale et les séparations familiales restent des problématiques majeures alors que les réunifications familiales sont rendues difficiles par le contexte sécuritaire instable. La situation des enfants arrêtés et détenus pour suspicion d'association à Boko Haram ainsi que la résurgence des enfants retournés du Nigéria dans des conditions d'extrême vulnérabilité, requièrent une attention particulière et des stratégies innovantes pour la protection de leurs droits. Le non enregistrement des naissances et la perte des documents civils sont aggravés par la crise et la fragilisation du système d'état civil.

La stratégie d'intervention pour l'année 2018 s'articulera autour des points ci-après :

- Renforcer le système de soutien alternatif temporaire pour les enfants non-accompagnés/séparés et faciliter la réunification familiale des enfants non-accompagnés ;
- Assurer un soutien psychosocial et psychologique à tous les enfants et adolescents affectés ;
- Faciliter l'obtention d'actes de naissance pour les enfants affectés par la crise en appuyant le système d'enregistrement des naissances ;
- Poursuivre le plaidoyer en vue de la signature et de la mise en œuvre du protocole d'accord entre le SNU et le gouvernement Camerounais pour la remise des enfants suspectés ou associés aux groupes armés aux services sociaux de l'Etat ;
- Poursuivre le plaidoyer et appuyer le gouvernement et la société civile pour la réintégration sociale, communautaire et scolaire des enfants retournés du Nigéria ainsi que la promotion de leurs droits fondamentaux ;
- Renforcer les mécanismes communautaires de protection de l'enfant à savoir les groupes communautaires de protection de l'enfant dans une approche intégrée avec les autres secteurs particulièrement l'Education, la Santé et l'EHA ;

- Appuyer les structures gouvernementales de protection de l'enfant notamment les structures opérationnelles du ministère des affaires sociales de celui de la promotion de la femme et la famille et les services d'état civil ;
- Renforcer les mécanismes de coordination et d'harmonisation des interventions des acteurs de protection de l'enfance sous le leadership du gouvernement ;
- Contribuer aux mécanismes de surveillance et de communication de l'information du Nigéria à travers la collecte et rapportage des six violations graves<sup>1</sup> commises contre les enfants en situation de conflits armés par des forces ou des groupes armés dans la région de l'Extrême-Nord.

## Assistance monétaire

Le secteur initiera une réflexion avec le groupe de travail CASH sur l'opportunité des transferts monétaires pour répondre aux besoins fondamentaux des enfants et adolescents victimes des conflits tout en veillant à l'intérêt supérieur de l'enfant.

## Nexus humanitaire développement

Un accent particulier sera mis sur le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des structures gouvernementales (travailleurs sociaux, centres sociaux, système d'enregistrement des naissances) en vue de la pérennisation des acquis et le transfert de compétences pour la prise en charge des enfants et le référencement effectif entre les différents services déconcentrés (santé, éducation, justice). Le leadership de la coordination, assuré par le Ministère des affaires sociales, sera davantage soutenu. Le secteur poursuivra également l'ancrage de ses interventions au niveau communautaire notamment avec les Réseaux Communautaires de Protection de l'Enfance, afin de mettre en place des mécanismes durables.

1. Recrutement et utilisations d'enfants, meurtres et mutilation d'enfants, violences sexuelles commises contre des enfants, Attaques dirigées contre des écoles ou des hôpitaux, enlèvements d'enfants et dénis d'accès à l'aide humanitaire

\* Les nombres de cette section correspondent à des sous-ensembles du secteur Protection

## CONTACT

**Daniela Luciani**  
Chef de file sectoriel  
dluciani@unicef.org

## RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET AGE\*

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueillant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	194K	158k	40K	315K	-	50%	100%
PERS. CIBLÉES	182K	118k	29K	104K	-	50%	100%
BESOINS BUDGÉTAIRES						*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

## PERS. DANS LE BESOIN\*



1,3M

## PERSONNES CIBLÉES\*



1,2M

## SOUS-SECTEUR

## VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

La situation d'insécurité dans l'Extrême-Nord, notamment dans la zone frontalière avec le Nigéria, accentue les cas de violation des droits humains des femmes, des filles, et des garçons, les rendant vulnérables face à plusieurs types de violences basées sur le genre. Elles incluent : mariages précoces et forcés, agressions physiques et émotionnelles, violences sexuelles, viols, et dénis de ressources et d'opportunités.

Par ailleurs, la radicalisation de dizaines de femmes, filles et garçons dans la région, les pousse à intégrer les groupes armés. Certains rejoignent ces groupes pour échapper à leurs conditions sociales et à la précarité. Enfin, certains garçons et filles sont enlevés et réduits à l'esclavage ou utilisés comme des bombes humaines.

La présence de ces personnes vulnérables (déplacées internes, réfugiées, retournées et communautés hôtes) accentue les besoins sexos spécifiques. Les anciennes otages de Boko Haram sont une préoccupation particulière eu égard à leur degré de traumatisme nécessitant une réponse adaptée et harmonisée en santé mentale. Le stigma qui est attribué à ces filles et ces femmes par les populations et les autorités locales nécessite de mener des activités de protection spécifique pour favoriser leur réintégration de manière durable dans la communauté, en lien avec le gouvernement et les acteurs de développement.

Les stratégies d'intervention pour l'année 2018 vont s'articuler autour des axes suivants :

- Renforcement de l'engagement communautaire pour la lutte contre les VSBG et les pratiques culturelles néfastes auprès des leaders traditionnels et religieux ;
- Renforcement de la prévention des VSBG et des mariages précoces auprès des leaders traditionnels et religieux, des hommes, femmes et jeunes ;
- Renforcement de la réponse VSBG à travers une prise en charge multisectorielle (médicale, psychologique, judiciaire, sécuritaire, socio-économique) ;
- Considération des questions de mariages

précoces et forcés grâce à une approche socio-anthropologique ;

- Renforcement des ressources humaines de qualité pour la gestion des cas en respectant les protocoles et standards ;
- Coordination et communication sur les VSBG et renforcement de l'efficacité, de l'harmonisation et de la cohérence du système de collecte de données et informations travers le GBVIMS ;
- Mise en place d'un mécanisme de prise en charge en santé mentale et soutien psycho social des survivantes de VBSG, y compris de viols.

## Assistance monétaire

Le secteur va initier des échanges avec le groupe de travail CASH sur les possibilités de transfert monétaire pour répondre aux besoins pratiques des survivantes de VSBG tout en veillant à la sauvegarde et au respect de leurs intérêts stratégiques.

## Nexus humanitaire développement

Une attention particulière sera accordée à l'engagement communautaire à travers une implication forte des leaders traditionnels et religieux, principaux agents de changement de comportement, des hommes et jeunes. Un accent sera placé sur le renforcement des capacités des structures gouvernementales, y compris la société civile intervenant dans le domaine des VBG en vue de la pérennisation des actions. L'existence des procédures opérationnelles standards sur les VBG, sous le leadership du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, renforce en effet le rôle de coordination de ce Département Ministériel. L'accompagnement dudit Département dans son rôle régalien favorise la durabilité des interventions. Enfin, le secteur participera à la révision de la Stratégie Nationale de lutte contre les violences basées sur le genre en vue d'y intégrer les aspects humanitaires et de favoriser la synergie des différents programmes.

\* Les nombres de cette section correspondent à des sous-ensembles du secteur Protection

## RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET AGE\*

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueillant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	331K	236k	59K	584K	126k	51%	60   37   3%
PERS. CIBLÉES	305K	236K	59K	584K	-	51%	59   38   3%
BESOINS BUDGÉTAIRES							*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

## CONTACT

Angélique Dikoume

adikoume@unfpa.org






## PERS. DANS LE BESOIN


**528K**

## PERSONNES CIBLÉES


**333K**

## BUDGET (US\$)


**31,4M**  
 24% alloués aux transf. monétaires

## # DE PARTENAIRES


**31**

## RP OBJECTIF 1

**1** Améliorer la disponibilité des informations actualisées, harmonisées et désagrégées sur les vulnérabilités, les risques et les catastrophes pour des interventions basées sur des évidences.

## RP OBJECTIF 2

**2** Renforcer les capacités institutionnelles, communautaires et individuelles en vue d'améliorer la résilience, promouvoir la cohésion sociale et la prévention et la gestion des risques.

## RP OBJECTIF 3

**3** Promouvoir une autonomisation durable des populations cibles à travers des activités de relèvement économique multisectorielles et inclusives dans le respect de l'environnement.

## RELÈVEMENT PRÉCOCE

La stratégie de réponse du secteur Relèvement Précoce a pour but de renforcer la résilience des populations, réduire les vulnérabilités aux chocs et ouvrir la voie au développement. En termes programmatiques, les objectifs du secteur sont étroitement alignés au Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UN-DAF) visant à ce que, d'ici à 2020, les populations des zones cibles soient plus résilientes aux chocs environnementaux, sociaux et économiques.

Le plan de réponse du secteur vise à :

- Réhabiliter des infrastructures communautaires détruites ou endommagées dans les zones affectées ;
- Offrir une assistance pour le relèvement économique, et/ou la reconstitution des moyens de subsistance et/ou une formation professionnelle, aux déplacés ou aux populations hôtes vulnérables ;
- Renforcer les connaissances et les capacités des communautés, autorités locales et représentants de la société civil concernant : a) la prévention et la gestion des crises et conflits, b) la prévention et la réduction de l'extrémisme violent, c) la protection et la sécurité des populations, d) les principes d'inclusion, e) les droits humains et f) les libertés fondamentales ;
- Soutenir les membres de l'administration publique, les autorités locales, les chefs traditionnels, et les représentants de la société civile, qui ont été formés et ont mis en pratique des connaissances acquises en matière de : a) la prévention et la gestion des crises et conflits ; b) la prévention et la réduction de l'extrémisme violent ; c) la protection et la sécurité des populations ; d) les principes d'inclusion ; e) les droits humains ; f) les libertés fondamentales ;
- Effectuer et partager les évaluations sur le relèvement précoce, tant avec les acteurs du relèvement précoce que les partenaires humanitaires d'autres secteurs et les partenaires du développement.

L'ensemble des interventions du secteur, y compris les activités de relèvement économique multisec-

torielles, sont inclusives, sensibles au genre et aux spécificités culturelles, et conduites dans le respect de l'environnement.

La mise en place ou le renforcement des systèmes d'alerte précoce et des comités locaux de gestion des risques, catastrophes et crises, accompagnés du renforcement des capacités de collecte, de traitement, d'analyse et de suivi des données sur les vulnérabilités et les mécanismes de coordination constituent des éléments essentiels permettant aux communautés affectées de mieux anticiper, gérer et se relever des chocs divers qui les affligent.

## Assistance Monétaire

Le secteur prévoit l'assistance monétaire à travers le cash conditionnel et inconditionnel afin de promouvoir le relèvement précoce des populations affectées. La modalité de cash conditionnel serait notamment utilisée dans le cadre des moyens de subsistance pour assurer l'appropriation des interventions par les bénéficiaires ainsi que leur durabilité.

## Nexus Humanitaire Développement

Le secteur jouera un rôle important comme point d'entrée entre les assistances humanitaire et de développement. Cette fonction sera notamment assurée en sensibilisant les acteurs de tous les autres secteurs humanitaires à ce qu'implique de prendre en compte la résilience dans la programmation, la mise en œuvre et le suivi des projets. Le secteur travaillera sur les activités suivantes : développement d'un outil de suivi-évaluation permettant de répertorier la contribution du secteur relèvement précoce aux résultats de l'UNDAF et du HRP ; mapping des activités humanitaires – développement avec les parties prenantes clés ; discussions sur la réorganisation du secteur pour une participation, régulière et informée des acteurs humanitaires, de développement et du gouvernement aux réunions mensuelles ; consultations régulières avec les acteurs du développement et discussions continues et approfondies sur le sujet pour le renforcement du nexus humanitaire-développement.

## CONTACT

**Marie-France Desjardins, Conseillère Relèvement précoce,**

marie-france.desjardins@undp.org

**Cyprien Gangnon, Senior Project Manager,**

cyprien.gangnon@undp.org

## RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueillant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	136K	236K	59K	97K	-	52%	53   44   3%
PERS. CIBLÉES	131K	118K	42K	43K	-	53%	43   55   2%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$10,8M	\$20,6M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

## PERS. DANS LE BESOIN



## PERSONNES CIBLÉES



## BUDGET (US\$)



## # DE PARTENAIRES



## SANTÉ OBJECTIF 1

**1** Les populations vulnérables ont accès aux soins de santé essentiels de qualité et en font une utilisation adéquate.

## SANTÉ OBJECTIF 2

**2** Les capacités des régions à haut risque à anticiper et répondre aux urgences sanitaires sont renforcées.

## SANTÉ OBJECTIF 3

**3** Assurer la disponibilité de l'information sanitaire de qualité pour une meilleure planification humanitaire.

## SANTÉ

La situation sanitaire est caractérisée par la résurgence des épidémies de rougeole, la détection de cas de maladies d'origine inconnue, l'augmentation des cas suspects de choléra par rapport à 2016, la flambée de cas suspects de Pian, le faible taux (moins de 40%)<sup>25</sup> de naissances assistées par un personnel qualifié et l'enregistrement de nombreux blessés graves civils lors des attentats perpétrés dans la région de l'Extrême-Nord.

De façon spécifique, l'assistance du secteur ciblera prioritairement les enfants, les femmes en âge de procréer et les personnes âgées ainsi que les personnes ayant des besoins de santé spécifiques comme les malades chroniques (VIH, diabète, maladies cardiovasculaires etc.). Afin de prévenir efficacement les épidémies, le secteur santé, en coordination avec le secteur EHA, apportera une assistance aux autorités sanitaires nationales et locales pour élaborer ou actualiser les plans de contingence des régions prioritaires.

En 2018, le secteur vise à :

- Assurer l'accès aux soins de santé essentiels pour 1,2 million de personnes vulnérables (réfugiés, déplacés internes, retournés et population hôtes) au niveau clinique et communautaire ;
- Soutenir les formations sanitaires (FOSA) dans le camp de réfugiés et en dehors du camp avec le déploiement d'effectifs supplémentaires, la fourniture de médicaments, de vaccin anti-rougeoleux et anti-rubéoleux (RR) et de Moustiquaire Imprégnée à Longue Durée d'Action (MILDA), la réhabilitation et l'équipement des FOSA, ainsi que la vaccination globale des enfants âgés de moins de 5 ans et des femmes enceintes ;
- Procurer des fournitures essentielles pour un accouchement sans risque, assurer les activités de santé de reproduction au sein des communautés et distribuer des trousses d'hygiène aux femmes enceintes ;
- Mettre en œuvre un paquet global de services relatifs au VIH/SIDA pour la Prévention de la Transmission Parent-Enfant (PTPE) ;
- Améliorer le système intégré de collecte,

d'analyse, et de partage de données factuelles pour une meilleure orientation dans la prise de décision et répondre rapidement aux situations d'urgence sanitaire.

## Assistance Monétaire

L'assistance monétaire est une forme d'assistance qui permet d'aider les personnes dans le besoin tout en maintenant le fonctionnement du système de santé dont la survie dépend du recouvrement du coût des soins. En ce sens, la mise en place du chèque santé par le gouvernement dans plusieurs districts de santé des régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord, dès 2015, est une expérience dont le secteur doit apprendre et tirer les leçons. Il s'agit en effet d'un mécanisme de prépaiement et de prise en charge subventionnée des soins liés à la grossesse, à l'accouchement et à la santé des nouveau-nés, destiné à réduire la barrière financière d'accès aux soins, et ultimement à lutter contre la mortalité maternelle et néonatale. En 2018, le secteur santé envisage également d'expérimenter l'utilisation du cash en se basant sur le panier de dépenses minimum défini dans le cadre du Groupe de Travail Cash.

## Nexus Humanitaire Développement

Ce plan de réponse sectoriel s'inscrit dans la stratégie sectorielle de santé du pays<sup>24</sup> ; à savoir, « Garantir un accès équitable et universel aux services et soins de santé de base et aux soins spécialisés prioritaires de qualité, avec la pleine participation de la communauté et l'implication des autres secteurs apparentés ». De plus, la stratégie est complémentaire avec les activités du Pilier 2 du Plan Cadre des Nations Unies pour le Développement (UNDAF), relatif à la Santé et à la Nutrition, notamment ses objectifs liés à l'amélioration de la qualité et de la disponibilité des services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et de l'adolescent (SRMNIA).

Le renforcement des formations sanitaires permettra à terme de disposer de personnels qualifiés et d'un plateau technique adapté pour la prise en charge continue des populations après le retrait des acteurs humanitaires.



## CONTACT

**Dr Emmanuel Epée Douba,**  
Coordonnateur  
secteur Santé

doubaem@who.int

**Sékou Traore,**  
IMO - GIS secteur  
Santé

straore@who.int

## RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET ÂGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & ÂGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueillant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	331K	236K	59K	584K	-	51%	60   36   4%
PERS. CIBLÉES	307K	236K	59K	583K	-	51%	59   38   3%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$4,8M	\$8,3M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	



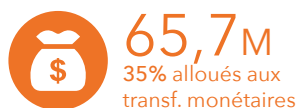
## PERS. DANS LE BESOIN



## PERSONNES CIBLÉES



## BUDGET (US\$)



## # DE PARTENAIRES



## SÉC. ALIM. OBJECTIF 1

**1** Sauver les vies des populations en insécurité alimentaire à travers une assistance inclusive coordonnée et intégrée.

## SEC. ALIM. OBJECTIF 2

**2** Consolider l'assistance en faveur des réfugiés, des personnes déplacées internes, des retournés et des populations locales vulnérables (hommes, femmes) en vue d'améliorer leur sécurité alimentaire (l'accès et l'utilisation).

## SEC. ALIM. OBJECTIF 3

**3** Assurer la disponibilité de l'information de qualité sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité pour une meilleure planification humanitaire et renforcer le nexus humanitaire-développement.

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les évaluations du secteur<sup>4</sup> montrent que la situation de l'insécurité alimentaire reste préoccupante dans les régions prioritaires, en particulier dans l'Extrême-Nord où la prévalence est stationnaire avec 33,7%, dont 3% d'insécurité alimentaire sévère. Cette prévalence est de 15,4% dont 3% de sévère dans l'Adamaoua ; dans l'Est, elle est de 14,5% dont 0,4% de sévère ; et dans le Nord elle se situe à 15,3 % dont 3% de sévère. Les données préliminaires de la CFSVA estiment à près de 2,6 million le nombre de personnes en besoin d'aide alimentaire, y compris les réfugiés centrafricains et nigériens présents dans le pays. Le climat d'insécurité marqué par les attaques de Boko Haram, les attentats suicides, les poses d'engins explosifs dans l'Extrême-Nord et les raids transfrontaliers des groupes armés centrafricains affectent fortement les activités productives agricoles et économiques.

La réponse humanitaire du secteur se fera à travers une assistance alimentaire d'urgence avec un ciblage basé sur la vulnérabilité des bénéficiaires. En coordination avec les autres secteurs, l'assistance sera en faveur des réfugiés, des personnes déplacées internes et des populations locales hôtes vulnérables. Tout en poursuivant l'assistance d'urgence, des activités spécifiques seront menées en vue de consolider et de protéger les acquis des interventions antérieures. Aussi, la réponse sera diversifiée en mettant un accent sur la réhabilitation et la promotion des moyens de subsistance. Les modalités de transfert seront les denrées alimentaires et/ou les transferts monétaires. En outre, les activités Vivres-contre-Actifs permettront d'appuyer la création d'actifs dans les communautés cibles pour soutenir la protection et le renforcement des moyens de subsistance.

La reconstitution et le renforcement des moyens de subsistance favorisent l'autonomisation des bénéficiaires et contribuent à améliorer la disponibilité alimentaire. Les bénéficiaires recevront des intrants et des outils agricoles, des petits ruminants et de la volaille ainsi que du support en termes d'infrastructures rurales et de services (tels que la santé animale) accompagnés d'appuis techniques et de formations. La redevabilité envers

les populations affectées sera assurée à travers le renforcement des mécanismes de plaintes. La prise en compte du genre, la protection des bénéficiaires et l'inclusion sociale sont les maîtres mots du secteur.

## Assistance monétaire

Le secteur privilégie la modalité cash restrictif sous sa forme conditionnelle ou inconditionnelle (bons alimentaires) lorsque les marchés sont fonctionnels et que l'environnement économique est favorable. Cette modalité offre la latitude aux bénéficiaires de choisir librement les denrées dans le respect de leur dignité. Aussi la détermination du panier de dépenses minimum a confirmé que les besoins alimentaires demeurent une priorité principale pour les ménages enquêtés (32,5%) et que l'alimentation constitue un besoin de survie, représentant 55% de la valeur du panier de dépenses minimum. Par ailleurs, dans la région de l'Extrême-Nord, caractérisée par un déficit structurel de production alimentaire, la production alimentaire répond à peine aux besoins de la population considérant les effets des déprédateurs des cultures et les sorties des denrées en direction des pays voisins.

## Nexus humanitaire développement

Le secteur Sécurité Alimentaire intervient comme catalyseur de la résilience et du développement en fournissant non seulement une aide alimentaire d'urgence aux personnes affectées mais aussi l'appui nécessaire pour que les personnes puissent reconstruire durablement leurs moyens de subsistance (formation, distribution d'intrants, de bétail et de petits matériels agricoles). A travers les sessions des groupes sectoriels au niveau national et régional, le secteur associera étroitement les acteurs locaux dans la planification et la mise en œuvre des activités. En outre, toutes les interventions s'inscrivent en droite ligne des activités des ministères techniques concernés. La coordination assurée par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural garantit la durabilité des investissements.

27

## CONTACT

**Felicitas Atanga**  
Chef de file sectoriel

felicitas.atanga@fao.org

**Elvira Pruscini**  
Directeur adjoint

Elvira.Pruscini@wfp.org

**Ibraima H. Aminou**  
Chargé de programme

ibaima.hamadou@wfp.org

## RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueillant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	271K	66k	20K	184K	2M	51%	56   40   4%
PERS. CIBLÉES	271K	66K	20K	184K	109k	52%	60   37   3%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$37,9M	\$27,8M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	



## BUDGET (US\$)



7,4M

## # DE PARTENAIRES



3

## COORDINATION OBJECTIF 1

**1** Le renforcement de la coordination humanitaire et le plaidoyer humanitaire.

## COORDINATION OBJECTIF 2

**2** L'appui dans l'analyse du contexte pour une meilleure programmation.

## COORDINATION OBJECTIF 3

**3** Les services de sécurité et de sûreté (UNDSS) et de transport du personnel humanitaire (UNHAS) facilitent l'accès et les opérations humanitaires.

## COORDINATION OBJECTIF 4

**4** La disponibilité de données sur les besoins humanitaires et leur analyse contribuent à la préparation et mise en œuvre de la réponse humanitaire.

## COORDINATION

## Appui à la coordination humanitaire

Le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) appuiera le Coordonateur Humanitaire (HC), l'Equipe humanitaire pays (HCT) et les groupes sectoriels en mettant à leur disposition les informations et les outils nécessaires pour assurer leur fonction stratégique et opérationnelle. Basée sur les principes humanitaires et les politiques et orientations globales, OCHA facilitera les interactions entre acteurs humanitaires dans le but de développer une réponse rapide, efficace et adaptée aux besoins des populations affectées. OCHA soutiendra le Coordonateur Humanitaire, le HCT et les secteurs dans leurs efforts de plaidoyer auprès des acteurs locaux, nationaux et internationaux tout en œuvrant à la mobilisation continue des ressources financières et matérielles auprès des donateurs.

Par ailleurs, la coordination sectorielle sera renforcée courant 2018, notamment les liens avec les structures de coordination décentralisées, en vue de créer un environnement plus propice à l'action humanitaire. En lien étroit avec le secteur protection, OCHA soutiendra l'Inter secteur dans l'amélioration de la transversalité de la protection au Cameroun afin que tous les acteurs comprennent et intègrent les principes de protection de base dans leurs programmes et projets. Dans la même veine, OCHA se mobilisera pour l'amélioration de la communication avec les populations affectées et la mise en place des mécanismes de redevabilité qui en découle, notamment concernant la Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels (PEAS).

OCHA continuera d'apporter son appui dans la collecte des données, pour garantir que les ressources soient optimisées pour répondre aux besoins les plus urgents, conformément à une vision partagée des besoins, des risques et des vulnérabilités. En particulier, OCHA travaillera avec les secteurs et le réseau des points focaux genre pour que les évaluations des besoins soulignent l'impact différencié des crises sur les besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons. De plus, le Bureau mettra un accent particulier sur l'analyse des données récoltées en vue d'améliorer le contenu des différents documents de plaidoyer, des plans humanitaires du pays (HNO/HRP, plan de contingence) ainsi que des stratégies de mobilisation des ressources. Il mettra aussi à disposition de la communauté humanitaire des services et des outils d'information (cartes générales et thématiques, 3W, snapshots, dashboards) nécessaires à l'analyse du contexte humanitaire.

OCHA appuiera également la coordination civilo-militaire afin de promouvoir les principes

humanitaires et garantir leur respect par les différents acteurs engagés sur le terrain. Pour 2018, OCHA soutiendra la mise en œuvre d'une stratégie d'accès pour appuyer l'ensemble des acteurs humanitaires dans leurs interventions en faveur des personnes dans le besoin. A l'Extrême-Nord, OCHA facilitera également la définition et la mise en place d'une stratégie de communication ambitieuse, auprès des autorités nationales comme des bénéficiaires, afin d'améliorer la compréhension de tous sur ce qu'est et n'est pas l'aide humanitaire.

Enfin, OCHA entend tirer parti de son rôle clé auprès des instances décisionnelles (HC, HCT) et opérationnelles (Inter Secteur, groupes sectoriels), afin d'avancer la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du Sommet Humanitaire Mondial de 2016, de manière adaptée au contexte Camerounais et dans le respect des principes humanitaires. Pour cela, OCHA soutiendra le Coordonateur Humanitaire dans la mise en œuvre de la Nouvelle Manière de Travailler, en mobilisant les principales parties prenantes (gouvernement, bailleurs, humanitaires, partenaires de développement) autour de la définition, de la mise en œuvre et du suivi de Résultats Collectifs pour le Cameroun.

## Une planification sensible au Genre

ONUFEMME assurera le leadership du groupe de points focaux genre dans la coordination humanitaire aux côtés d'OCHA et du HCR et appuiera la responsabilité collective de toutes les agences pour assurer une programmation basée sur le genre. Sous le leadership du HCT, les capacités des acteurs humanitaires seront renforcées dans le but de développer des compétences pratiques dans l'intégration du genre dans leur travail et son utilisation effective dans la réponse humanitaire.

## Les services d'appui logistique (transport du personnel humanitaire avec UNHAS)

Le PAM/UNHAS continue de fournir un appui à la communauté humanitaire à travers le transport de son personnel et du matériel nécessaire pour la réponse humanitaire dans les régions septentrionales du Cameroun. En 2017, la demande ayant fortement augmenté suite à l'arrivée de nouveaux acteurs opérationnels, UNHAS, avec l'appui des donateurs, a augmenté sa capacité de transport par l'affrètement d'un avion plus grand. Le HCT, en collaboration avec le PAM/UNHAS, veillera à la coordination, au suivi et à l'efficacité dans l'utilisation de ce service exclusivement dédié aux acteurs humanitaires.

## CONTACT

**Modibo Traore,**  
Chef de Bureau  
OCHA

traorem@un.org

**Adama MOUSSA**  
Représentant  
UNWomen

adama.moussa@  
un.org

**Guy Luzitu**  
Chef du Transport  
aérien

guy.luzitu@wfp.org





## BUDGET (US\$)



**11,6M**  
47% alloués aux  
transf. monétaires

## # DE PARTENAIRES



**11**

## NON-RÉFUGIÉS OBJECTIF 1

**1** Augmenter le pouvoir d'achat des populations cibles pour atteindre leurs besoins de base multisectoriels.

## NON-RÉFUGIÉS OBJECTIF 2

**2** Réduire l'utilisation des mécanismes d'adaptation négatifs par les personnes vulnérables et améliorer leur résilience.

## NON-RÉFUGIÉS OBJECTIF 3

**3** Améliorer la complémentarité des interventions entre les différents secteurs, avec les acteurs de développement et avec le Gouvernement afin de mieux s'attaquer aux besoins et vulnérabilités.

## PLAN DE RÉPONSE MULTISECTORIELLE AUX NON RÉFUGIÉS

Après un choc, les besoins des populations sont pluriels et varient d'une personne à une autre. Ainsi, l'assistance multisectorielle est souvent favorisée par les partenaires humanitaires, qu'elle soit en nature ou au moyen de transferts monétaires. Dans certains cas, les acteurs humanitaires optent pour une combinaison des deux afin d'apporter la réponse la plus adaptée et efficace aux besoins des populations affectées.

### Plan de réponse

Toute réponse multisectorielle, qu'elle soit en nature ou sous la forme de transferts monétaires, doit être basée sur une évaluation claire des besoins et prendre en considération tous les facteurs capables d'orienter la forme et la composante de la réponse. L'étude des marchés, l'analyse du contexte et de la sécurité, l'évaluation de l'accès et les spécificités de genre sont autant d'éléments à intégrer afin d'apporter une réponse adaptée aux besoins des bénéficiaires et de garantir leur protection et leur dignité.

Dans les quatre régions prioritaires, les besoins des populations affectées sont multiples et nécessitent une approche coordonnée afin d'apporter une assistance adaptée. L'Inter Secteur joue ce rôle essentiel de coordination et vise à renforcer la complémentarité entre secteurs. Chaque secteur traite de problématiques spécifiques qui nécessitent parfois des actions complémentaires dans un autre domaine pour aboutir à un résultat durable et efficace.

Pour exemple, traitée séparément de l'accès à l'eau potable, la malnutrition ne peut être combattue de façon pérenne. C'est pourquoi les secteurs Eau, Hygiène, Assainissement (EHA) et Nutrition ont développé la stratégie commune WASH in Nut, permettant de répondre aux besoins des populations de façon durable. Le secteur EHA collabore aussi étroitement avec le secteur Education via les programmes WASH in School afin que toutes les écoles disposent de points d'eau et d'installations d'hygiène et d'assainissement salubres propices à la santé et au bien-être des enfants. Par ailleurs, les écoles peuvent être un facteur essentiel de changement en faisant acquérir des compétences d'hygiène et de santé pratiques, utiles et positives qui dureront toute la vie. De la même manière, il est peu concevable d'améliorer la résilience des populations à long terme sans une collaboration bien pensée entre les acteurs du secteur relèvement précoce ceux de la sécurité alimentaire et les autorités locales.

### L'assistance aux retournés et la recherche de solutions durables aux déplacements internes, une illustration de la nécessité d'une aide multisectorielle et multipartenaire

Le plan de réponse vise l'intégralité des personnes déplacées retournées dans leur localité d'origine à l'Extrême-Nord, soit plus de 59 000 personnes<sup>3</sup>.

De fait, l'appellation de retournés n'implique pas qu'ils aient atteint une solution durable, bien au contraire. Revenus dans leur lieu de résidence habituelle à cause de la précarité vécue lors de leur déplacement et dans l'espoir de se relever dans un environnement familial, ces personnes se retrouvent bien souvent dans des conditions de vulnérabilité extrême<sup>26</sup>. En effet, les villes et villages qu'ils rejoignent sont durablement marqués par le conflit. Ils ne disposent pas d'infrastructure sociale minimale, hôpitaux comme écoles ; ils offrent de faibles perspectives de relèvement économique ou d'accès aux terres ; et ils continuent d'être le théâtre d'opérations militaires et d'attaques de Boko Haram. Dans ce contexte, la protection des personnes retournées et le respect de leur droit est particulièrement compliquée (intégrité physique menacée, méfiance des populations locales, documentation perdue durant le déplacement, non équité dans l'accès à l'assistance ou aux services de base etc.)

En dépit de ces conditions non propices au retour, le mouvement s'est accentué en 2017, davantage de Camerounais rentrant chez eux. Saisis de cet enjeu, les membres de l'Equipe Humanitaire Pays souhaitent mettre en place une stratégie d'assistance multisectorielle aux retournés pour 2018. Cette assistance vise à apporter une assistance humanitaire adaptée aux personnes retournées dans le besoin et en situation de vulnérabilité, sur la base d'évaluations récentes, de consultations avec les personnes affectées et dans le respect des principes *Do No Harm*. Pour sauver des vies tout en visant l'autosuffisance de long terme des retournés, cette assistance devra inclure des activités dans plusieurs secteurs, notamment la fourniture d'abris transitionnels, la délivrance d'aides alimentaires, le soutien à la reconstitution de moyens de subsistance et l'amélioration de l'accès à l'eau, à la santé et à l'éducation. Elle devra également faire suite à une amélioration de la compréhension des partenaires sur la dynamique de retour, le type d'assistance qui favoriserait la réinstallation durable des retournés et les facteurs qui la compliquent.

Cette assistance multisectorielle d'urgence ne devra cependant pas être confondue avec une politique de facilitation des retours. Une politique durable de retour nécessiterait en effet que l'environnement soit propice et sûr, et que le caractère volontaire du mouvement soit garanti. Surtout, la recherche de solutions durables nécessite l'engagement ferme et préalable du gouvernement, garant de l'aspect volontaire des retours, et dans des conditions de sécurité et de dignité. Dans ce cadre, et en 2018, la communauté humanitaire compte engager les autorités, au niveau central et décentralisé, à garantir la sécurité des localités identifiées, à assurer la protection des personnes (notamment en termes d'accès à la documentation) et à rétablir l'état (autorités



décentralisées, services sociaux, éducatifs et sanitaires).

### **Assistance monétaire**

Dans le cadre du plan de réponse 2018, l'Inter Secteur, avec l'appui du Groupe de Travail (GT) Cash, s'engage à promouvoir la réponse à travers la modalité de transfert monétaire inconditionnel et non restrictif, offrant ainsi une plus grande flexibilité et liberté de choix aux bénéficiaires.

L'effort de coordination multisectorielle du GT Cash s'est matérialisé par la définition d'un Panier de Dépense Minimum pour la région de l'Extrême-Nord à l'automne 2017<sup>15</sup>. Définit à l'issue d'un processus consultatif impliquant tous les secteurs, ce montant constitue désormais un outil pour l'ensemble de la communauté humanitaire. Il facilite l'harmonisation des interventions de transferts monétaires des acteurs et évite les tensions nées de l'existence de projets d'assistance monétaire non complémentaires et non compris par les populations. En 2018, l'Inter Secteur et le GT Cash s'engagent à mettre à jour ce montant régulièrement en fonction de l'évolution de la situation (choc, capacité d'adaptation des populations, prix sur les marchés, etc.) pour qu'il reste un outil pratique pour tous les acteurs.

L'assistance par transfert monétaire à usage multiple vise à atteindre les personnes les plus touchées par la crise, y compris les personnes déplacées internes, les retournés, les réfugiés

non enregistrés et les communautés/populations d'accueil. Cela leur permettra de répondre à leurs besoins fondamentaux tout en contribuant à améliorer leurs conditions de vie et à promouvoir leur survie. Une telle approche garantit aux bénéficiaires un fort pouvoir d'achat, tout en réduisant le recours à des stratégies d'adaptation négatives.

L'assistance monétaire multisectorielle repose sur des processus appropriés de ciblage des bénéficiaires, qui mobilisent la participation de la communauté et garantissent l'accès à l'assistance sans discrimination. Assurer une approche de *Do no Harm* est essentiel, et une telle programmation doit être accompagnée d'un mécanisme de plaintes et de rétroaction.

### **Nexus humanitaire développement**

La mise en place d'une réponse multisectorielle en espèces peut amener les individus à développer leurs propres mécanismes de résilience et de relèvement rapide, par exemple en choisissant d'investir dans des activités génératrices de revenus.

La programmation basée sur les transferts monétaires peut également fournir un lien direct avec le filet de sécurité de la protection sociale du Gouvernement du Cameroun, en particulier en s'appuyant sur la coordination existante du développement humanitaire au sein du GT Cash.

## **LES HUIT PRINCIPES DIRECTEURS POUR DÉFINIR UNE SOLUTION DURABLE AUX DÉPLACEMENTS INTERNES**

### **Sûreté et sécurité à long terme**

Protection contre les agressions, le harcèlement, les actes d'intimidation, à la persécution ou toute autre forme d'action punitive ; protection contre les mines, les mines terrestres, les munitions non explosées, les armes légères ou toute autre forme de violence

### **Jouissance sans discrimination d'un niveau de vie suffisant**

Accès sans discrimination à un niveau de vie suffisant, à savoir à minima un abri, des soins de santé, de la nourriture, de l'eau et d'autres moyens de survie

### **Accès à l'emploi et aux moyens d'existence**

L'emploi et les moyens d'existence leur permet de satisfaire leurs besoins socio-économiques essentiels

### **Restitution des habitations, terres et propriétés**

Accès à des dispositifs efficaces pour la restitution rapide de leur habitation, de leurs terres et propriété, incluant les biens résidentiel, agricoles et commercial

### **Accès à la documentation**

Accès aux documents personnels et autres qui leur sont nécessaires pour avoir accès aux services publics, récupérer leurs biens et possessions, ou voter par exemple

### **Regroupement familial**

Si tel est leur souhait, possibilité de réunir les membres de la famille dont ils ont été séparés

### **Participation sans discrimination aux affaires publiques**

Droit de participer aux affaires publiques à tous les niveaux (vote, liberté association etc.), dans les mêmes termes que la population locale et sans discrimination

### **Accès à la justice**

Accès libre et non discriminatoire à des voies de recours effectives et à la justice

## PERS. DANS LE BESOIN



415K

## PERSONNES CIBLÉES



394K

## BUDGET (US\$)

99,2M  
20% alloués aux  
transf. monétaires

## PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 1

**1** Fournir la protection internationale aux réfugiés RCA et populations hôtes, plus particulièrement en matière de documentation (enregistrement biométrique), protection de l'enfance ainsi que de prévention/réponse aux violences basées sur le genre et atteindre les standards internationaux multisectoriels dans l'assistance humanitaire.

## PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 2

**2** Renforcer l'appui aux services sociaux de base par la construction/réhabilitation des infrastructures communautaires comme des points d'eau et latrines, des salles de classes, des centres sanitaires dans les zones d'accueil de réfugiés.

## PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 3

**3** Accroître les projets d'autonomisation en faveur des réfugiés et populations hôtes afin de diminuer la dépendance à l'aide humanitaire et favoriser l'intégration socioéconomique en attendant un éventuel retour volontaire des réfugiés dans leur pays d'origine, dès que les conditions le permettent.

## PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 4

**4** Apporter un soutien institutionnel aux structures étatiques nationales, régionales et locales pour une meilleure prise en charge des réfugiés et populations hôtes sur le long terme à travers toutes les composantes multisectorielles.

## PLAN DE RÉPONSE POUR LES RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS



## Plan de Réponse

Depuis 2013, la crise en République Centrafricaine (RCA) a sérieusement affecté la partie orientale du Cameroun. Depuis lors, près de 190 000 réfugiés centrafricains fuyant la violence armée sont arrivés dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord. Ces réfugiés sont venus s'ajouter aux réfugiés de longue date arrivés dans les mêmes régions entre 2004 et 2010.

Les violences contre la population civile dans certaines zones de la RCA continuent de pousser des demandeurs d'asile centrafricains vers le Cameroun. Pour garantir le caractère civil et humanitaire de l'asile, le monitoring des frontières doit continuer. Les postes de gendarmerie doivent être renforcés afin de réduire l'insécurité et le risque de trafics d'armes dans les sites et de rassurer les autorités locales dans un contexte où les réfugiés sont perçus comme de potentiels vecteurs d'instabilité. La libre circulation reste aussi un défi du fait de l'insécurité. La sensibilisation des réfugiés et des autorités doit se poursuivre afin de permettre aux réfugiés de se déplacer dans les régions d'installation et faciliter ainsi leur intégration socio-économique. Enfin, les réfugiés continuent d'avoir besoin d'une assistance judiciaire pour éviter les arrestations arbitraires et le risque de détention pour immigration clandestine.

La présence d'un nombre aussi important de réfugiés exerce une pression sur les ressources naturelles et les services sociaux de base dans les zones d'accueil, dont les capacités sont déjà très limitées. Dans cette optique, ce plan de réponse intègre les besoins des personnes les plus vulnérables dans les communautés hôtes (plus de 178 000). Bien que les interventions humanitaires menées dans ces régions aient permis de renforcer les capacités d'accueil et d'améliorer les conditions de vie des réfugiés et des communautés hôtes, les activités multisectorielles doivent perdurer pour continuer d'améliorer les conditions d'accueil dans les sites aménagés et les villages hôtes.

Afin de réduire la dépendance des réfugiés à l'aide humanitaire, promouvoir la cohabitation pacifique et le développement des zones d'accueil, les projets en faveur des réfugiés centrafricains et de leurs communautés hôtes s'articulent autour de quatre piliers :

- L'accès aux services essentiels de base (eau potable, assainissement, éducation, santé et nutrition) grâce à la construction d'infrastructures telles que des points d'eau et des latrines, des salles de classes, et des formations sanitaires dans les zones d'accueil de réfugiés ;

- Le soutien aux réfugiés pour un accès accru aux activités génératrices de revenus, aux micro-crédits, à la formation professionnelle et à l'emploi afin de renforcer leur autonomisation et de réduire leur dépendance à l'aide humanitaire ;
- L'appui aux services étatiques par le renforcement des capacités des autorités aux niveaux régional et local, à travers des activités de formation et un appui institutionnel ;
- La poursuite de l'assistance aux réfugiés avec un accent particulier sur les personnes les plus vulnérables, y compris à besoins spécifiques : les interventions devront prendre en compte une catégorisation des réfugiés en fonction du type de vulnérabilité.

## Assistance monétaire

Le secteur prévoit de mettre en œuvre progressivement les interventions en cash dans les domaines où les risques de protection liés à cette modalité sont minimes et où les opportunités existent pour faciliter l'accès à l'aide par transfert monétaire, coupons et autres outils disponibles.

Les appuis aux personnes vulnérables, y compris à besoins spécifiques, sous forme de cash et coupon seront multipliés pour contribuer à la couverture de leurs besoins de base dans la dignité. Ceci offre aussi l'avantage de réduire les coûts logistiques et des transactions.

## Nexus humanitaire développement

En octobre 2016, le Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (MINEPAT) et le HCR ont signé un accord de partenariat visant à soutenir le développement des communes abritant les réfugiés centrafricains. Un plan de soutien conjoint pour les zones d'accueil des réfugiés de la RCA est en cours d'élaboration pour fournir une évaluation détaillée des besoins couvrant l'accès aux services sociaux de base et aux moyens de subsistance dans les 17 municipalités accueillant la majorité de ces réfugiés. In fine, ce plan permettra de développer ces zones, de promouvoir la coexistence pacifique et de faciliter l'intégration des besoins des réfugiés et des communautés hôtes dans les plans et budgets des institutions gouvernementales et des agences de développement nationales et internationales.

Le Gouvernement du Cameroun a travaillé en étroite collaboration avec la Banque mondiale et le HCR pour assurer l'accès du pays au sous-guichet IDA18 pour les réfugiés et les zones d'accueil des réfugiés. Ce processus s'inscrit pleinement dans les priorités stratégiques définies dans le plan de soutien HCR-MINEPAT pour les zones d'accueil










## CONTACT

**Johannes Zech**  
 Coordonnateur des  
 opérations d'urgence  
 zech@unhcr.org

des réfugiés centrafricain, ainsi que dans le cadre du relèvement et la consolidation de la paix (RCP). Le financement devrait contribuer à la mise en œuvre d'activités liées aux quatre domaines suivant : 1) Développement communautaire pour élargir l'accès aux services sociaux de base et aux moyens de subsistance, 2) Protection sociale pour élargir l'accès aux moyens de subsistance et résoudre les problèmes de protection, y compris la documentation, 3) Renforcement de la performance du système de santé pour élargir l'accès aux services associés, et 4) Soutien

à la réforme de l'éducation pour élargir l'accès à l'éducation.

En outre, les acteurs de la réponse aux réfugiés centrafricains demeurent pleinement investis dans des activités qui contribuent à l'atteinte d'objectifs plus larges, notamment de l'UNDAF 2018-2020. Le HCR élabore actuellement un programme conjoint avec l'OIT et ONU-Femmes dans le cadre du premier pilier de l'UNDAF, qui couvre les aspects liés au « développement des possibilités d'emploi décent et de l'inclusion sociale ».

	PERS. DANS LE BESOIN			PERS. CIBLÉES			\$ \$
	Réfugiés	% femmes	% Enfants, adultes, pers. âgées*	Réfugiés	% femmes	% Enfants, adultes, pers. âgées*	Financements requis
 Sécurité alimentaire	182k	51%	56   40   4%	182k	53%	58   39   3%	24M
 Santé	217k	51%	60   36   4%	217k	53%	58   38   4%	3,4M
 Abris/NFI	92k	52%	61   35   4%	88k	53%	58   39   3%	114k
 Education	135k	52%	96   4%	130k	53%	88   12%	3,3M
 Protection	217k	52%	60   37   3%	217k	53%	58   38   4%	1,6M
Protection de l'enfant	135k	50%	100%	126k	50%	100%	
VSBG <sup>1</sup>	217k	51%	60   37   3%	217k	51%	58   38   4%	
 Nutrition	44k	55%	92   8%	42k	69%	76   24%	5,5M
 EHA <sup>2</sup>	25k	52%	65   32   3%	88k	53%	59   37   4%	4,4M
 Relèvement précoce et résilience	104k	52%	53   44   3%	102k	56%	19   81%	4,9M
 Réponse multisectorielle pour les réfugiés	217k			217k			52M
<b>TOTAL</b>	<b>217k**</b>	<b>52%</b>	<b>61   36   3%</b>	<b>217k**</b>	<b>53%</b>	<b>58   38   4%</b>	<b>99M</b>

\*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans) - \*\*Le total n'est pas le total de la colonne, puisque les mêmes pers. peuvent apparaître plusieurs fois

## PERS. DANS LE BESOIN



136K

## PERSONNES CIBLÉES



134K

## BUDGET (US\$)

62,3M  
12% alloués aux  
transf. monétaires

## PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 1

**1** Fournir la protection internationale aux réfugiés nigériens et populations hôtes, plus particulièrement en matière d'accès à l'asile et au respect du principe de non-refoulement, d'un possible rapatriement librement consenti, de documentation (enregistrement biométrique), la de protection de l'enfance ainsi que la de prévention/réponse aux violences basées sur le genre.

## PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 2

**2** Renforcer la couverture des besoins primaires et l'accès aux services sociaux de base par la construction, la réhabilitation ou l'équipement des infrastructures communautaires comme des points d'eau et latrines, des salles de classes, des centres sanitaires dans les zones d'accueil de réfugiés.

## PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 3

**3** Apporter un soutien institutionnel aux structures étatiques nationales, régionales et locales pour une meilleure prise en charge des réfugiés et populations hôtes sur le long terme à travers toutes les composantes multisectorielles, y compris le renforcement des moyens d'autonomisation.

## PLAN DE RÉPONSE POUR LES RÉFUGIÉS NIGERIENS



## Plan de Réponse

En 2017, la région de l'Extrême-Nord du Cameroun a continué de subir les attaques transfrontalières perpétrées par Boko Haram. Ces attaques ont causé l'arrivée régulière et continue de réfugiés nigériens recherchant la sécurité au Cameroun (89 000 en novembre 2017). Des efforts supplémentaires de plaidoyer devront être déployés en 2018 afin de renforcer les structures d'accueil des réfugiés et de préserver le caractère civil et humanitaire de l'asile.

Dans le camp de Minawao, environ 6 000 réfugiés ont été nouvellement enregistrés à la fin du mois de novembre 2017. Fin décembre 2017, le camp de Minawao compte environ 59 500 réfugiés (dont 62% d'enfants) enregistrés par le HCR. Il existe au moins 29 000 réfugiés non enregistrés vivant dans des villages le long de la frontière avec le Nigéria. Une cadence constante des nouveaux arrivants au camp de Minawao est attendue en raison de la situation toujours instable dans le nord-est du Nigéria et des conditions de vie difficiles dans les camps de personnes déplacées. Les programmes de protection et d'assistance dans le camp de Minawao devront donc être maintenus et renforcés en 2018. Les partenaires de la réponse aux réfugiés nigériens prévoient d'assister 45 000 Camerounais dans les villages d'accueil, en particulier ceux qui ont une forte présence de réfugiés.

Selon une étude d'intention de retours effectuée en mai 2017, 44% des réfugiés ont indiqué qu'ils ne désiraient pas retourner au nord-est du Nigéria dans un avenir proche. Ce résultat représente une chute importante par rapport aux réponses positives recueillies à hauteur de 70% en 2016, reflétant une détérioration de la situation sécuritaire dans la région. Bien que dépendant de l'évolution de la sécurité et des conditions de retour dans le nord-est du Nigéria, une possibilité de rapatriement volontaire des réfugiés nigériens en 2018 est cependant prévue. Un accord tripartite a été signé en mars 2017 entre le HCR, le Nigéria et le Cameroun pour le retour volontaire des réfugiés nigériens vivant au Cameroun. L'accent sera mis de plus en plus sur les solutions durables pour les réfugiés nigériens tout au long de la période 2018-2020, avec l'assistance à 20 000 retours prévue en 2018.

Les besoins humanitaires restent élevés dans la région de l'Extrême-Nord et la réponse aura pour axes principaux la réduction de la

pression sur les infrastructures et les services de base dans les villages hôtes ; l'atténuation de la pression sur les ressources naturelles (eau, terre, bois de chauffage) ; l'accroissement de l'accès aux moyens de subsistance/de production afin de prévenir les conflits agropastoraux et intercommunautaires ; ainsi que la poursuite des activités de reboisement dans et autour du camp de Minawao pour prévenir la dégradation de l'environnement. En termes d'abris, les besoins sont essentiellement établis pour les réfugiés hors du camp où se concentreront les activités de 2018. La réhabilitation et l'équipement d'un total de 20 centres de santé dans des zones accueillant des réfugiés ainsi que la mise en place d'un système d'alerte précoce et d'intervention (EWARS) pour les maladies épidémiques courantes sont également identifiés pour 2018.

## Assistance monétaire

Le secteur prévoit de mettre en œuvre progressivement des interventions en cash dans les domaines où les risques de protection liés à cette modalité sont minimes et où les opportunités existent pour faciliter l'accès à l'aide par transfert monétaire, vouchers et autres outils disponibles.

Les appuis aux personnes vulnérables, y compris à besoins spécifiques sous forme de cash et coupon seront multipliés pour contribuer à la couverture de leurs besoins de base, dans la dignité. Ceci offre aussi l'avantage de réduire les coûts logistiques et des transactions.

## Nexus humanitaire développement










En 2018, les partenaires de la réponse aux réfugiés nigériens chercheront à renforcer les capacités des communautés d'accueil et à promouvoir des mécanismes d'autosuffisance. Au total, 12 villages des trois départements gravement touchés par la crise de Boko Haram (Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone-et-Chari) ont été identifiés comme accueillant un grand nombre de déplacés internes, de réfugiés et de retournés. Il a été convenu avec les autorités régionales et locales que ces 12 villages d'opportunités avaient la capacité d'offrir un environnement favorable à l'intégration ou à la réinsertion des réfugiés et des personnes déplacées. La présence de réfugiés et de personnes déplacées continuera d'être suivie dans la région de l'Extrême-Nord et il est possible que le nombre de villages ciblés augmente ou diminue après consultation de tous les partenaires.

## CONTACT

**Johannes Zech**  
*Coordonnateur des  
opérations d'urgence*  
zech@unhcr.org

Les acteurs de la réponse aux réfugiés nigériens demeurent pleinement déterminés à renforcer les partenariats avec les acteurs du développement et les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale (BM) et la Banque africaine de développement et surtout à approfondir la collaboration avec les acteurs gouvernementaux sur les questions liées aux réfugiés. Le HCR demeure pleinement engagé

dans le processus de l'UNDAF et dans le processus conjoint UN-EU-BM de relèvement et de consolidation de la paix (RCP/RPBA).

	PERS. DANS LE BESOIN			PERS. CIBLÉES			\$\$
	Réfugiés	% femmes	% Enfants, adultes, pers. âgées*	Réfugiés	% femmes	% Enfants, adultes, pers. âgées*	Financements requis
 Sécurité alimentaire	89k	51%	56   40   4%	89k	53%	64   32   4%	14M
 Santé	91k	51%	60   36   4%	90k	53%	64   32   4%	1,4M
 Abris/NFI	89k	51%	61   35   4%	90k	53%	64   32   4%	2,7M
 Education	49k	52%	96   4%	48k	51%	94   6%	1,8M
 Protection	91k	51%	60   37   3%	89k	53%	64   32   4%	3M
Protection de l'enfant	57k	50%	100%	56k	50%	100%	
VSBG <sup>1</sup>	91k	51%	60   37   3%	89k	51%	64   32   4%	
 Nutrition	22k	55%	92   8%	21k	62%	77   23%	298k
 EHA <sup>2</sup>	89k	52%	65   32   3%	189k	53%	64   32   4%	2,7M
 Relèvement précoce et résilience	30k	52%	53   44   3%	29K	58%	64   32   4%	5,9M
 Réponse multisectorielle pour les réfugiés	89k			89K	53%	64   32   4%	30,3M
<b>TOTAL</b>	<b>89k**</b>	<b>52%</b>	<b>61   36   3%</b>	<b>89k**</b>	<b>51%</b>	<b>64   32   4%</b>	<b>62,3M</b>

\*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans) - \*\*Le total n'est pas le total de la colonne, puisque les mêmes pers. peuvent apparaître plusieurs fois



## NOTES DE FIN

1. Les chiffres sur les personnes déplacées présents dans le HRP sont identiques aux données de base utilisées dans l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) 2018. L'estimation du nombre de personnes déplacées internes (236 000) et retournées (59 000) s'appuie sur le round 9 de la DTM (juillet 2017) et le nombre de réfugiés (dont 237 000 centrafricains et 91 000 nigériens) sur les chiffres fournis par le HCR au 1er octobre 2017.
2. [Portail d'information UNHCR - Situation des réfugiés centrafricains](#) (au 1er octobre 2017)
3. [Matrice de suivi des déplacements \(DTM\), Round 9, OIM, juillet 2017](#)
4. Evaluation approfondie de la vulnérabilité en matière de sécurité alimentaire (CFSVA), Résultats préliminaires, MINADER et PAM, octobre 2017, et estimations du secteur Sécurité alimentaire
5. Enquête nutritionnelle anthropométrique et de mortalité rétrospective dans les quatre régions prioritaires au Cameroun (SMART 2017), [Résultats préliminaires](#), MINSANTE et UNICEF, et estimations du secteur Nutrition
6. Aperçu des besoins humanitaires 2018 (HNO) Cameroun, janvier 2018
7. [Portail d'information UNHCR - Situation des réfugiés nigériens](#) (au 1er octobre 2017)
8. [Enquête par grappes à indicateurs multiples \(MICS\), Institut national de la statistique, 2014](#)
9. Enquête sur les intentions de retour des réfugiés centrafricains, UNHCR, avril 2016
10. [Rapport de la mission d'évaluation inter-agence rapide des besoins des nouveaux réfugiés dans la zone de Touboro, Gouvernement de la République du Cameroun, PAM, UNHCR, et UNICEF, août 2017](#)
11. Pour en savoir plus sur la Nouvelle manière de travailler et suivre sa mise en œuvre, consultez la [plateforme pour l'action, l'engagement et la transformation](#) développée à l'issue du Sommet mondial de l'aide humanitaire d'Istanbul en 2016.
12. [Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2018-2020 \(UNDAF\)](#)
13. [Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi \(DSCE\), Gouvernement du Cameroun, 2010-2020](#)
14. [Plan d'intervention régional 2018 pour les réfugiés nigériens \(RRRP\), UNHCR, décembre 2017](#)
15. [Rapport de l'évaluation du panier minimum de dépense des ménages \(MEB\), région de l'Extrême-Nord, Cameroun, Groupe de travail Cash, octobre 2017](#)
16. [La Grande Négociation](#) (Grand Bargain) est un engagement des 30 principaux bailleurs de fonds et organisations d'aide humanitaire pris dans le cadre du Sommet humanitaire mondial de 2016 pour améliorer le financement et l'efficacité de l'assistance humanitaire.
17. Selon UNDSS, des incidents de sécurité continuent d'être observés dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, notamment dans la zone dite des trois frontières. Il s'agit majoritairement d'attaques ciblées, d'infiltration de groupes armés, d'enlèvement et de vols.
18. Base de données des incidents sécuritaires, UNDSS
19. En juillet 2017, la DTM round 9 a identifié plus de 9 000 personnes déplacées à cause des aléas climatique dans le seul arrondissement de Zina.
20. [Directives et références civiles-militaires pour les situations d'urgence complexes, IASC, 2009](#)
21. [Note d'orientation sur la Protection et la redevabilité envers les personnes affectées dans le Cycle de Programme Humanitaire, Comité permanent interorganisations \(IASC\), 2016](#)
22. [Portail de suivi des financements \(FTS\)](#)
23. Rapport d'évaluation des besoins, UNICEF, juin 2017
24. Stratégie sectorielle de Santé 2016-2027 du Ministère de la santé publique
25. Base de données de suivi des maladies à potentiel épidémique (MAPE)
26. [Évaluation multisectorielle conjointe dans le département du Mayo-Sava, Synthèse des résultats de l'enquête ménage, octobre 2017](#)



# ANNEXES



Objectifs, indicateurs & cibles

Organisations participantes & financements requis

Chiffres de planification : personnes dans le besoin et ciblées

Et si ? ...on n'apporte pas de réponse

## OBJECTIFS, INDICATEURS & CIBLES

### OBJECTIFS STRATÉGIQUES, INDICATEURS ET CIBLES PAR SECTEUR

#### Abris/NFI

INDICATEURS DE RÉSULTATS	CIBLE
Pourcentage des ménages vivant dans des logements adéquats	80%
Pourcentage des ménages dont les besoins en articles de base et domestiques sont satisfaits	80%
Pourcentage des femmes ayant des fournitures sanitaires	80%

#### Assistance multisectorielle aux réfugiés

INDICATEURS DE RÉSULTATS	CIBLE
Nombre des personnes concernées enregistrées / documentées sur une base individuelle	305 000
Nombre des ENA/ES identifiés et soutenus (placé en alternative ou temporairement pour des soins, réunifiés et suivis)	
Nombre de cas connus de refoulement pour des interventions de plaidoyer visant à promouvoir le respect des principes de non-refoulement	
Nombre de réfugiés ventilés par sexe recevant une assistance multisectorielle	305 000
Pourcentage de réfugiés ventilé par sexe et par âge ayant accès aux services de base (Santé, Eau et Éducation)	100%
Pourcentage de réfugiés adultes (18-59 ans) ventilés par sexe qui gagnent au moins le salaire minimum pendant plus de 6 mois par an	100%
Pourcentage des survivants aux VBSG identifiés ayant bénéficié d'un soutien approprié	100%

#### Coordination et Service de Soutien

INDICATEURS DE RÉSULTATS	CIBLE
Nombre de réunion Intersecteur, OCHA-ONG et Équipe de Humanitaire Pays (HCT)	33
La stratégie d'accès pour l'Extrême-Nord est élaborée et approuvée par le HCT	1
Nombre de personnes transportées par UNHAS	7 200
Nombre des briefing de sécurité effectués	30
Nombre de réunions CMCoord tenues	22

#### Eau, Hygiène et Assainissement

INDICATEURS DE RÉSULTATS	CIBLE
Nombre d'enfants admis pour le traitement de la MAS ayant reçu un kit WASH, comportant des messages clés sur l'hygiène/conseils sur les comportements aux parents ou aux personnels soignants (traitement de l'eau chez les ménages et articles hygiéniques)	42 000
Nombre de centres nutritionnels délivrant un paquet minimum WASH (eau potable avec chlore résiduel, savon désinfectant pour les mains et ustensiles d'alimentation, défécation hygiénique, messages clés sur l'hygiène / conseils sur les comportements à adopter)	50
Nombre de personnes affectées ayant reçu un paquet minimum WASH adapté à leurs vulnérabilités (eau potable, assainissement, articles hygiéniques, messages clés / conseils sur les comportements à adopter).	560 000
Nombre de personnes cibles ayant eu accès aux installations sanitaires de base	460 960
Nombre de personnes cibles bénéficiaires de kits WASH accompagnés de messages sur les bonnes pratiques	372 000
Nombre de personnes cibles touchées par les sensibilisations sur les bonnes pratiques	560 000
Nombre de personnes ciblées ayant eu accès à de l'eau potable	536 000



## OBJECTIFS STRATÉGIQUES, INDICATEURS ET CIBLES PAR SECTEUR (SUITE)

## Education

INDICATEURS DE RÉSULTATS	CIBLE
Nombre de garçons et filles déscolarisés (3 à 17 ans) affectés par la crise ayant accès à l'éducation	50 000
Nombre de garçons et filles en âge scolaire (3 à 17 ans) affectés par la crise qui reçoivent du matériel scolaire	336 266
Nombre d'enfants d'âge préscolaire, primaire et secondaire, bénéficiant d'espaces d'apprentissage temporaires	7 720
Nombre d'enfants de l'école primaire et secondaire fréquentant l'école dans une classe où l'enseignant a été formé en appui psychosocial	336 266
Nombre de garçons et filles (3 à 17 ans) qui reçoivent la ration planifiée d'un repas scolaire ou un snack au moins pendant 80% des jours d'école	80 000

## Multisecteur non réfugiés

INDICATEURS DE RÉSULTATS	CIBLE
Nombre de personnes (hommes et femmes, filles et garçons) assiste	50 000
Montant mensuel des transferts monétaires effectué	
Pourcentage de plaintes enregistrées (aussi bien à travers les plaintes écrites ou à travers la ligne verte) et traitées dans un délai de moins de 10 jours	80%
Nombre de personnes (hommes et femmes, filles et garçons) qui ont un changement positif ou zéro dans leurs mécanismes d'adaptation négatif	5 000
Valeur du MEB* est actualisée en fonction des couts des besoins de base par an	2

## Nutrition

INDICATEURS DE RÉSULTATS	CIBLE
Nombre d'enfants de 6-59 mois admis dans le programme de Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë Sévère (PCIMAS)	58 640
Nombre de formations sanitaires mettant en oeuvre des activités sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE)	774
Nombre d'enfants de 6-23 mois et femmes enceintes et allaitantes admis dans le programme d'alimentation de couverture (BSFP - Blanket Supplementary Feeding Program)	140 000
Nombre d'enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aigue moderee Prise en Charge	52 087
Nombre d'enfants de 6-59 mois supplementes en Vitamine A/ deparasites	2 810 893
Nombre d'enfants de 6-23 mois recevant des poudres a base de micronutriments	54 727
Taux de guerison dans les programmes PCIMA desagregé selon les cibles	
Nombre de reunions de coordination tenues au niveau national et regional impliquant les differents secteurs (specifiques et sensibles)	48
Nombre de centres de santé mettant en œuvre des activités de Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA)	774

## Protection

INDICATEURS DE RÉSULTATS	CIBLE
# d'enfants (ventilé par sexe) bénéficiant de soutien psychosocial dans des espaces amis des enfants ou autres espaces sécurisés	251 073
# d'ESNA identifiés (ventilé par sexe) qui ont bénéficié d'une prise en charge alternative et/ou d'un suivi individualisé	2 508
# d'enfants non accompagnés (ventilé par sexe) réunifiés avec leurs familles	376
# de personnes (femmes, hommes filles, garçons) ayant bénéficié d'un appui pour la documentation civile	3 400
# de survivants (femmes, hommes filles, garçons) de VBG ayant reçu un soutien approprié	10 000
# de personnes (femmes, hommes filles, garçons) identifiées ayant besoin d'une protection juridique/judiciaire qui reçoivent une assistance	5 000
# d'enfants suspectés d'association aux groupes armés bénéficiant de soutien à la réintégration familiale et communautaire (ventilé par sexe)	110



## OBJECTIFS STRATÉGIQUES, INDICATEURS ET CIBLES PAR SECTEUR (SUITE)

## Relèvement précoce

INDICATEURS DE RÉSULTATS	CIBLE
Nombre de personnes ciblées ayant bénéficié de la réhabilitation/construction des infrastructures communautaires détruites ou endommagées dans les zones affectées	121 610
Nombre de personnes ciblées ayant reçu une assistance pour leur relèvement économique et/ou la reconstitution de leurs moyens de subsistance et/ou une formation professionnelle	41 250
Proportion des membres de l'administration publique, des autorités locales (chefs traditionnels, maires, dirigeants/guides religieux), des représentants de la société civile, qui ont été formés et ont mis en pratique des connaissances acquises en matière de : a) la prévention et la gestion des crises et conflits ; b) la prévention et la réduction de l'extrémisme violent ; c) la protection et la sécurité des populations ; d) les principes d'inclusion ; e) les droits humains ; f) les libertés fondamentales	80
Nombre de personnes ayant reçu un renforcement de leurs connaissances ou capacités concernant : a) la prévention et la gestion des crises et conflits ; b) la prévention et la réduction de l'extrémisme violent ; c) la protection et la sécurité des populations ; d) les principes d'inclusion ; e) les droits humains ; f) les libertés fondamentales	147 472
Nombre d'évaluations sur le relèvement précoce effectuées et partagées	4

## Sécurité alimentaire

INDICATEURS DE RÉSULTATS	CIBLE
Nombre de personnes ciblées ayant reçu un soutien agricole	
Nombre de bénéficiaires ayant reçu un transfert conditionnel (base alimentaire)	349 598
Nombre de bénéficiaires ayant reçu un transfert inconditionnel (base alimentaire)	
Nombre de bénéficiaires ayant reçu un transfert conditionnel (base de chèques)	114 005
Nombre de bénéficiaires ayant reçu un transfert inconditionnel (base de chèques)	
Pourcentage des ménages avec un score acceptable de consommation des vivres (SCA)	240
Quantité de nourriture distribuée aux bénéficiaires (transfert conditionnel)	109158
Quantité de nourriture distribuée aux bénéficiaires (transfert inconditionnel)	
Montant total des fonds transférés aux bénéficiaires ciblés (transfert conditionnel)	19 241 380
Montant total des fonds transférés aux bénéficiaires ciblés (transfert inconditionnel)	
Nombre de personnes ciblées ayant reçu un soutien agropastoral	81 067


## Santé

INDICATEURS DE RÉSULTATS	CIBLE
Nombre de naissances assistés par un personnel qualifié dans les districts soutenus par les membres du secteur	41 500
Nombre de rapports épidémiologiques hebdomadaires complétés et reçus au niveau central	208
Nombre de personnes vulnérables recues en consultations curatives dans les districts soutenus par les membres du secteur	710 800
Nombre de femmes enceintes ayant reçues des MILDA distribués par les membres du secteur	41 500
Nombre d'enfants de moins de 1 an ayant reçu l'antigène traceur Pentavalent 3 dans le cadre du PEV/R dans les districts soutenus par les membres du secteur	41 500
Nombre d'enfants de 6 mois à 15 ans vaccinés contre la rougeole par les districts soutenus par les membres du secteur	331 700
Pourcentage des épidémies ou alertes investiguées dans les 72 h dans les districts soutenus par les membres du secteur	100

## ORGANISATIONS PARTICIPANTES & FINANCEMENTS REQUIS

ORGANISATIONS	BUDGET (US\$)
United Nations High Commissioner for Refugees	84 214 592
World Food Programme	72 443 275
United Nations Children's Fund	21 434 186
Plan International	11 946 213
Norwegian Refugee Council	8 339 455
Food & Agriculture Organization of the United Nations	7 369 000
United Nations Development Programme	7 005 490
Solidarités International	5 995 104
International Rescue Committee	5 706 743
INTERSOS Humanitarian Aid Organization	5 292 719
United Nations Population Fund	5 232 500
International Medical Corps UK	5 175 000
Catholic Relief Services	5 006 990
ACF - France	4 609 389
International Emergency and Development Aid	4 385 124
United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women	4 350 000
Alliance for International Medical Action	3 695 900
World Health Organization	3 300 000
International Organization for Migration	3 203 000
CAII - Creative Associates International	3 000 000
Green Solution	2 975 000
Office for the Coordination of Humanitarian Affairs	2 664 956
Cooperazione Internazionale - COOPI	2 647 860
Actions pour la Biodiversité et Gestion des Terroirs	2 644 630
Children's Life in Rural Area	2 486 550
Union Internationale pour la Conservation de la Nature	2 249 503
Agence Humanitaire Africaine	2 248 000
CARE International	2 038 348
French Red Cross	1 956 667
International Emergency and Development Aid Relief	1 870 100
Solidarités d'Afrique	1 786 000
AIDER	1 450 800
Afrique Solidarité - Suisse	956 000
Comité Diocésain des Activités Sociales et Caritative de Yagoua	670 163
Première Urgence Internationale	661 374
Réseau de Lutte contre la Faim	567 030
Jesuit Refugee Service	479 138
Adventist Development and Relief Agency	465 349
DEMTOU Humanitaire	460 367
Association pour la Formation l'Intégration et l'Insertion des Réfugiés et des Déplacés	408 780
Centre Optionnel Pour la Promotion et la Régénération Economique et Sociale Secteur Afrique	382 900
Centre d'Appui à l'Auto Promotion pour le Développement Durable	312 024
Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré	281 773
Comité Diocésain de Développement des Activités Sociales et Caritas Garoua	90 000
Community Humanitarian Emergency Board	66 875
<b>TOTAL</b>	<b>305M</b>

## CHIFFRES DE PLANIFICATION : PERSONNES DANS LE BESOIN





PERSONNES DANS LE BESOIN PAR RÉGION		PAR STATUT					PAR AGE ET SEXE		TOTAL	
		Réfugiés	Personnes déplacées internes (PDI)	Retournés	Personnes accueillant des PDI et/ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Pers. dans le besoin	Population totale
	ADAMAOUA	53K	-	-	43K	201K	52%	52   44   4%	297K	1,3M
	CENTRE	14K	-	-	-	-	47%	46   53   1%	14K	4,6M
	EST	149K	-	-	116K	149K	51%	53   43   4%	414K	1,1M
	EXTRÊME-NORD	89K	236K	59K	407K	1,28M	50%	57   39   4%	2,07M	4,5M
	LITTORAL	10K	-	-	-	-	49%	46   53   1%	10K	3,8M
	NORD	16K	-	-	18K	414K	51%	53   44   3%	448K	2,8M
	NORD-OUEST	-	-	-	-	-			-	2,2M
	OUEST	-	-	-	-	-			-	2,1M
	SUD	-	-	-	-	-			-	0,8M
	SUD-OUEST	1K	-	-	-	-	50%	50   47   3%	1K	1,8M
TOTAL		331k	236k	59k	584k	2,05M	51%	50   33   4%	3,3M	25M

PERSONNES DANS LE BESOIN PAR DÉPARTEMENT		PAR STATUT					PAR AGE ET SEXE		TOTAL	
		Réfugiés	Personnes déplacées internes (PDI)	Retournés	Personnes accueillant des PDI et/ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes pers. âgées*	Personnes dans le besoin	Population totale
ADAMAOUA	DJÉREM	1K	-	-	2K	32K	51%	51   45   4%	34K	180K
	FARO-ET-DÉO	-	-	-	-	6K	51%	71   27   2%	6K	119K
	MAYO-BANYO	1,2K	-	-	-	71K	51%	50   46   4%	72K	270K
	MBÉRE	49K	-	-	37K	60K	52%	54   42   4%	146K	247K
	VINA	1,2K	-	-	5K	33K	51%	50   46   4%	39K	458K
EST	BOUMBA-ET-NGOKO	4,8K	-	-	5K	14K	50%	60   37   3%	24K	164K
	HAUT-NYONG	-	-	-	-	56K	50%	50   46   4%	56K	279K
	KADEY	70K	-	-	52K	22K	51%	53   43   4%	145K	261K
	LOM-ET-DJÉREM	74K	-	-	59K	57K	50%	53   43   4%	190K	391K
EXTREME-NORD	DIAMARÉ	-	5K	-	9K	289K	50%	56   40   4%	304K	931K
	LOGONE-ET-CHARI	28K	126K	24K	146K	54K	51%	60   36   4%	378K	730K
	MAYO-DANAY	-	10K	5K	22K	193K	50%	56   40   4%	231K	737K
	MAYO-KANI	-	-	1K	6K	94K	50%	56   40   4%	100K	572K
	MAYO-SAVA	-	59K	13K	75K	135K	50%	58   39   3%	281K	497K
	MAYO-TSANAGA	61K	36K	16K	149K	520K	50%	56   40   4%	781K	992K
NORD	BÉNOUÉ	-	-	-	-	183K	51%	56   40   4%	183K	1,4M
	FARO	-	-	-	-	22K	51%	53   44   3%	22k	113K
	MAYO-LOUT	-	-	-	-	118K	51%	53   44   3%	118K	615K
	MAYO-REY	16K	-	-	18K	90K	51%	54   43   3%	124K	615K
TOTAL		327K	240K	59K	584K	2M	51%	53   43   4%	3,2M	9,6M

\*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), personnes âgées (>59 ans)

CHIFFRES DE PLANIFICATION :  
PERSONNES CIBLÉES

PERSONNES  
CIBLÉES PAR  
RÉGION

		PAR STATUT					PAR AGE ET SEXE		TOTAL	
		Réfugiés	Personnes déplacées internes (PDI)	Retournés	Personnes accueillant des PDI et/ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Pers. ciblées	Pers. dans le besoin
	ADAMAOUA	53K	-	-	43K	18K	53%	59   38   3%	115K	297K
	EST	149K	-	-	116K	18K	52%	54   42   4%	284K	414K
	EXTRÊME-NORD	89K	236K	59K	407K	53K	51%	61   35   4%	833K	2,1M
	NORD	16K	-	-	18K	19K	53%	68   30   2%	53K	448K
TOTAL		307K	236K	59K	585K	109K	52%	60   37   3%	1,3M	9,7M

\*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), personnes âgées (>59 ans)



PERSONNES CIBLÉES PAR DÉPARTEMENT		PAR STATUT					PAR AGE ET SEXE		TOTAL	
		Réfugiés	Personnes Déplacées Internes (PDI)	Retournés	Personnes accueillant des PDI et/ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% Femmes	% Enfants, adultes pers. âgées*	Personnes ciblées	Pop. totale
ADAMAOUA	DJÉREM	1K	-	-	2K	10K	51%	51   45   4%	13K	180K
	FARO-ET-DÉO	-	-	-	-	1K	53%	95   5%	1K	119K
	MAYO-BANYO	1,2K	-	-	-	2K	52%	78   21   1%	4K	270K
	MBÉRE	49K	-	-	37K	2K	53%	57   39   4%	88K	247K
	VINA	1,2K	-	-	5K	4K	53%	68   29   3%	10K	458K
EST	BOUMBA-ET-NGOKO	4,8K	-	-	5K	1K	50%	56   40   4%	11K	164K
	HAUT-NYONG	-	-	-	-	1K	52%	95   5%	1K	279K
	KADEY	70K	-	-	52K	12K	51%	53   43   4%	135K	261K
	LOM-ET-DJÉREM	74K	-	-	59K	4K	52%	54   42   4%	137K	391K
EXTREME-NORD	DIAMARÉ	-	5K	-	9K	6K	51%	70   27   3%	21K	931K
	LOGONE-ET-CHARI	28K	126K	24K	146K	10K	51%	62   35   3%	333K	730K
	MAYO-DANAY	-	10K	5K	22K	5K	51%	64   33   3%	42K	737K
	MAYO-KANI	-	-	1K	6K	4K	51%	71   27   2%	10K	572K
	MAYO-SAVA	-	59K	13K	75K	6K	51%	61   35   4%	153K	497K
	MAYO-TSANAGA	61K	36K	16K	149K	11K	51%	60   36   4%	273K	992K
NORD	BÉNOUÉ	-	-	-	-	10K	55%	90   10%	10K	1,4M
	FARO	-	-	-	-	1K	55%	90   10%	1k	113K
	MAYO-LOUT	-	-	-	-	4K	55%	90   10%	4K	615K
	MAYO-REY	16K	-	-	18K	4K	52%	59   38   4%	39K	615K
TOTAL		307k	236k	59k	585k	109k	51%	60   37   3%	1,3M	9,5M

\*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), personnes âgées (>59 ans)

# GUIDE DU DONATEUR

## CONTRIBUER AU PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE



Pour voir l'aperçu des besoins humanitaire, le plan de réponse humanitaire et les rapports de suivi du pays, et donner directement aux organisations participant au plan, merci de visiter :

[www.humanitarianresponse.info/en/opérations/cameroon](http://www.humanitarianresponse.info/en/opérations/cameroon)

## DONNER PAR LE BIAIS DU FONDS CENTRAL POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (CERF)



Le CERF apporte un financement initial rapide pour des actions vitales lors de l'apparition de situations d'urgence et pour les opérations humanitaires essentielles, et sous financées, lors de crises prolongées. Le CERF, géré par OCHA, reçoit des contributions de différents donateurs – principalement des gouvernements, mais aussi des compagnies privées, des fondations, des organismes caritatifs et des particuliers – réunies dans un fonds unique. Il est utilisé pour des crises partout dans le monde. Pour en savoir plus sur le CERF et sur comment donner, visiter le site web du CERF :

[www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate](http://www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate)

## AIDE D'URGENCE EN NATURE



Les Nations Unies encouragent les donateurs à faire des contributions en espèces, plutôt qu'en nature, pour une rapidité et une flexibilité maximum, ainsi que pour garantir que soient délivrés les biens humanitaires les plus urgents. Dans le cas où vous ne pouvez faire que des contributions en nature en réponse aux catastrophes et aux urgences, merci de contacter :

[logik@un.org](mailto:logik@un.org)

## ENREGISTREMENT DE VOS CONTRIBUTIONS



OCHA gère le service de surveillance financière (FTS), qui enregistre toutes les contributions humanitaires rapportées (espèces, en nature, multilatérales et bilatérales). Son but est de donner du crédit et de la visibilité aux donateurs pour leur générosité, et de montrer le montant total des financements ainsi que des manques dans les plans humanitaires. Merci de signaler vos contributions à FTS, soit par email à [fts@un.org](mailto:fts@un.org) ou par le biais du formulaire de contribution en ligne à <http://fts.unocha.org>

# ET SI ?

## ...ON N'APPORTE PAS DE RÉPONSE

### LA RÉSURGENCE DES ÉPIDÉMIES ET DE LA MALNUTRITION AUGMENTERA LA MORTALITÉ



Plus d'un million de personnes vulnérables risqueraient de ne pas avoir accès aux soins de santé de base. Une résurgence des épidémies aux incidences élevées pourrait alors advenir dans un contexte déjà marqué par des épidémies de rougeole dans 4 districts de santé et une épidémie de choléra dans l'état du Borno au Nigéria, frontalier avec le Cameroun.

Les enfants de moins de 5 ans connaîtront une surmortalité, en raison de l'incidence élevée de la malnutrition aiguë sévère et modérée. La morbidité des enfants et des femmes enceintes augmenterait.

### PRES DE 800 000 PERSONNES SERONT EXPOSÉES À DE GRAVES RISQUES DE PROTECTION DANS L'EXTRÊME- NORD



La protection est au cœur de la crise en cours à l'Extrême-Nord. Sans une réponse robuste et coordonnée pour atténuer les effets du conflit sur la protection des populations civiles, celles-ci continueront de faire face aux risques élevés de violence, à un faible accès aux services de base, à une prise en charge insuffisante des survivants de violence et à une documentation inadéquate, qui augmente les risques de détention et qui réduit la liberté de circulation et l'accès aux moyens de subsistance.

### LES RETOURNÉS SE RETROUVERONT DANS DES CONDITIONS DE PRÉCARITÉ EXTRÊME



Près de 60 000 personnes retournées dans leur localité d'origine pourraient se retrouver sans aucune aide dans des villages dévastés par le conflit. Ces personnes vulnérables reviennent en effet dans des localités aux habitations détruites, aux écoles fermées, aux centres de santé inaccessibles et où les forces armées sont les seuls représentants de l'État présents.

### LES PERSONNES VULNÉRABLES RESTERONT DÉPENDANTES D'UNE AIDE D'URGENCE



Sans initiatives de relèvement, les populations dans le besoin n'auront aucune perspective réelle de sortie de crise et demeureront dépendantes d'une aide humanitaire.



[www.unocha.org](http://www.unocha.org)



<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/cameroon>



@OCHARowca

---

Ce document est produit au nom de l'Équipe humanitaire pays et des partenaires.

Ce document donne la compréhension de la crise, partagée par l'Équipe humanitaire pays, y compris les besoins humanitaires les plus urgents, et reflète la planification conjointe de la réponse humanitaire.

La désignation employée et la présentation des données dans ce rapport ne suggèrent en aucun cas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'Équipe humanitaire pays et ses partenaires, quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières ou limites.